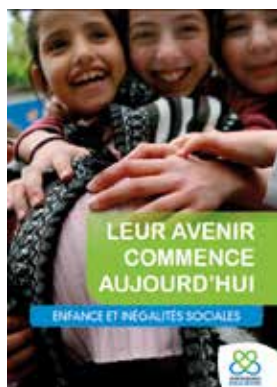




CONTRE LA  
**PAUVRETÉ,**  
JE CHOISIS LA  
**SOLIDARITÉ !**



## Encore disponibles



### Rédaction :

Isabelle Franck

### Avec l'équipe de Vivre Ensemble :

Jean-Yves Buron, Jean-Paul Chaballe,  
Severine Dourson, Véronique Neycken,  
Renato Pinto, Maud Plumier,  
Paul Rixen, Luc Uytendbroeck.

Merci à Francis Heeren  
pour sa relecture attentive.

### Editeur responsable :

Angelo Simonazzi,  
rue du Gouvernement Provisoire 32  
1000 Bruxelles.

© Septembre 2014

**Prix de vente : 3€**

Etude publiée  
par



avec le soutien  
de la



# SOMMAIRE



Photo : « Les Chemins de Travers-se »

INTRODUCTION .....	04
PREMIÈRE PARTIE : UNE SOLIDARITÉ À CHOISIR .....	08
1. La pauvreté.....	08
2. Pauvreté ou précarité ? .....	10
3. La solidarité .....	12
4. Les visages de la solidarité au fil du temps .....	13
5. Choisir .....	16
DEUXIÈME PARTIE : ALORS, QUE FAIRE ? .....	19
1. Où et avec qui agir ? .....	19
a. Premier niveau : moi et mon entourage immédiat .....	20
b. Deuxième niveau : groupes, syndicats, associations, réseaux .....	21
c. Troisième niveau : le politique, l'institutionnel .....	23
2. Pour quels changements ? .....	25
3. De l'aide d'urgence au changement structurel .....	26
TROISIÈME PARTIE : CONTRE LA PAUVRETÉ, ILS ET ELLES CHOISISSENT D'AGIR .....	29
1. Volontaires dans une association .....	29
2. Simples citoyens, ils ont fondé une association .....	31
3. Militants professionnels .....	34
4. S'engager au quotidien .....	36
5. Une retraite militante .....	38
6. Ils vivaient dans la pauvreté ; aujourd'hui, ils luttent contre elle, avec d'autres. ....	40
7. Dans leur métier .....	42
8. Citoyens engagés pour le changement politique .....	43
CONCLUSION .....	44
BOÎTE À OUTILS .....	46



# INTRODUCTION



Après des campagnes centrées sur des secteurs de la société particulièrement vulnérables à la pauvreté – les enfants, les jeunes, les personnes âgées –, nous proposons cette année un « zoom arrière », une réflexion plus générale sur la solidarité dans notre société où la pauvreté progresse sans discontinuer.

**Parce qu'il n'y a pas de société sans solidarité ;**

**Parce que ce mot, mis à toutes les sauces et notamment celle du néolibéralisme, risque de perdre son goût, sa force et sa portée politique.**

**Parce que la solidarité, pierre angulaire de notre système de sécurité sociale, est battue en brèche par la pensée néolibérale et reléguée par beaucoup au rang d'antiquité inefficace et gaspilleuse...**

**Parce qu'elle ne va plus de soi, qu'il faut la choisir et la re-choisir sans cesse, dans notre comportement personnel, dans nos relations avec les autres, dans nos engagements associatifs et politiques.**

**Parce qu'il n'y aura pas de société solidaire si ses membres ne le sont pas. Les politiques ont leur rôle à jouer, bien sûr, mais chacun de nous est invité à vivre cette solidarité dans son quotidien.**





## Contre la pauvreté, je choisis la solidarité

« Contre la pauvreté, je choisis la solidarité », c'est le leitmotiv de Vivre Ensemble. **Dans une première partie**, nous décortiquerons cette phrase mot par mot, pour la « déplier », en explorer toutes les dimensions.

**Dans une deuxième partie**, nous évoquerons différentes façons d'agir pour vivre concrètement cette solidarité : que faire, à quel niveau ? Qui agit ? Avec quelle efficacité ?

**Dans une troisième partie**, nous vous proposons, pour illustrer ces différents lieux et types d'actions, des portraits de citoyens qui ont choisi la solidarité pour lutter contre la pauvreté. Chacun à leur façon, depuis toujours ou récemment, à temps plein ou quelques heures, jeunes ou retraités, ils « font leur part » pour qu'avance la justice sociale dans notre pays et, plus largement, dans notre monde.

Connaissez-vous l'histoire du colibri dans l'incendie de forêt, racontée par l'agriculteur-philosophe Pierre Rabhi ? « Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux

terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! Et le colibri lui répondit : Je le sais, mais je fais ma part. » Cette fable – qui rappelle l'image de la goutte d'eau dans l'océan – invite chacun-e à l'action, même modeste, qui vaut mieux que l'indifférence et la résignation.

A la suite de chaque portrait, ils et elles ont été invité-e-s à compléter la phrase « Contre la pauvreté, je choisis ... ». Pour les inspirer, nous leur avons proposé une silhouette en associant des choix à différentes parties du corps : la tête, le corps, les yeux, les pieds... Vous trouverez cette silhouette en fin de dossier, elle peut vous aider, vous ou le groupe que vous animez<sup>1</sup>.

Ils et elles ont aussi laissé un message à destination des responsables politiques... et pour vous, lecteurs et lectrices de ces pages. Une invitation à choisir et s'engager. Parce que si la solidarité est d'abord une démarche personnelle, elle n'a de sens et d'efficacité que si elle devient une affaire collective. Vivre *Ensemble* ne porte pas ce nom par hasard...

<sup>1</sup> A télécharger sur notre site [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be). Existe aussi en poster. Contactez-nous : [info@vivre-ensemble.be](mailto:info@vivre-ensemble.be)



Mathy, p. 32

« Depuis que nous sommes mariés, il y a 46 ans, nous sommes engagés dans un tas de **mouvements et d'associations**.

Pour nous c'est une évidence depuis toujours, **c'est ce qui nous a rapprochés au départ**, d'ailleurs. »

Mathy Heirman, présidente du « P'tit Maga », Braine-l'Alleud.



Adrien, p. 30

« Un jour, un volontaire de la Société de Saint-Vincent-de-Paul a lancé **un appel aux bénévoles**. Je me suis proposé et, un an plus tard, on m'a proposé d'être président. L'engagement social, pour moi, c'est **une question d'équilibre** ».

Adrien de Vresse, Président de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de Lessines.



Marie-Noëlle, p. 33

« Rien ne me prédestinait à fonder une association. Tout a commencé lorsque j'ai rencontré Florida, jeune femme rescapée, avec ses quatre enfants, du génocide rwandais. **Je l'ai accueillie dans ma maison**, le temps de lui trouver un logement. Ca a été le début d'une belle et **longue histoire d'amitié**. »

Marie-Noëlle de Schoutheete, fondatrice de « Convivial »

« La pauvreté, je l'ai vécue. Mes parents nous disaient : **« vous n'êtes pas moindres que les autres »**. J'ai appris énormément avec les gens qui vivent dans la pauvreté. On devrait plus les écouter. »

Agnès Derynck, fondatrice du GAFFI



Agnès, p. 34



Martin, p. 37

« Que puis-je faire ici et maintenant (et à tout moment) pour **me détacher du système capitaliste et pour le changer** ? Je vois l'engagement comme une manière d'exister. Selon moi, l'existence n'aurait pas de sens sans essayer d'y insuffler un caractère plus juste. »

Martin Wuidard, Alteractif



Jean-Paul, p. 38

« Si je souhaite encore aujourd'hui continuer à vivre la solidarité, c'est non seulement parce que je suis né dans cette soupe-là, mais c'est surtout parce que **je ne pourrais pas vivre autrement** : pas une conversion, mais une confirmation !. »

Jean-Paul Davreux, retraité volontaire



Véronique, p. 41

« Mon métier, c'est de **traduire le jargon administratif en langage compréhensible** par tout le monde et aussi être un appui dans la lutte pour la justice. »

Véronique Desterck, médiatrice de terrain



« Mettre mes compétences au service d'un engagement **pour une société plus solidaire**, cela m'épanouit, cela évite la routine et cela permet de **rencontrer des chouettes gens** ! »

Daniel Puissant, secrétaire du Réseau justice fiscale



Daniel, p. 43

« J'ai attrapé le virus « **social** » et il ne m'a pas encore quittée. Je n'imagine pas de me réorienter vers une carrière classique, avec un cabinet privé. »

Céline Van Schepdaele, médecin.



Céline, p. 42



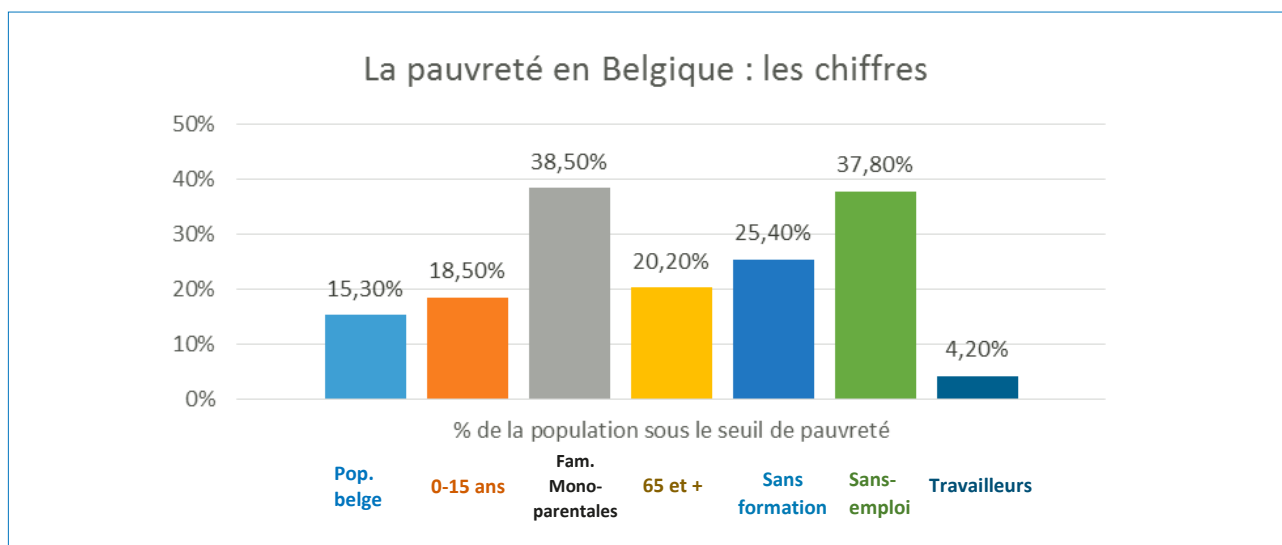
# 1<sup>E</sup> PARTIE - UNE SOLIDARITÉ À CHOISIR



## 1. LA PAUVRETÉ...

Pauvreté, précarité, déprivation matérielle, exclusion sociale, marginalisation, appauvrissement, misère... les mots abondent, apportant chacun leurs nuances, du fatalisme à la mise en cause du système, en passant par la culpabilisation individuelle.

**Si l'on considère les chiffres**, une personne est reconnue pauvre chez nous quand elle a un revenu inférieur à 1000€. Cela concerne environ une personne sur sept en Belgique. Certaines catégories de personnes, travaillant ou non, sont plus « à risque » que les autres, comme le montre ce graphique<sup>2</sup> :



**Si on la prend aux mots**, la pauvreté peut s'exprimer de différentes façons<sup>3</sup>. Elles s'articulent les unes aux autres et se complètent mutuellement pour dresser un portrait nuancé.

« La **précarité** est l'absence d'une ou plusieurs des **sécurités** permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences

plus ou moins graves et définitives. Elle conduit le plus souvent à la **grande pauvreté** quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle tend à se prolonger dans le temps et devient persistante, qu'elle compromet gravement les chances de reconquérir ses droits et de réassumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible »<sup>4</sup>

« La pauvreté n'est pas que le manque de ceci ou cela : c'est **un vécu global**, qui concerne

tous les aspects de l'existence ; comme une espèce de sous-statut individuel, familial et collectif qui détermine les relations avec le reste de la société. »<sup>5</sup>

« La pauvreté, c'est la négation des **droits humains** fondamentaux ».

« La pauvreté, c'est l'incapacité pour un individu ou pour un groupe, en raison de sa position dans le jeu social, de **répondre** par sa propre activité **aux besoins de son existence** et aux objectifs qu'il veut poursuivre. »

« Chez nous, nous étions pauvres, mais nous n'étions pas **des** pauvres » (Jules Romains, dans « *Les hommes de bonne volonté* ».) Pour lui, **la véritable pauvreté** consistait à **perdre sa dignité** et être exclu des activités et des **modes de vie normaux** du pays dans lequel on vit.<sup>6</sup>

« Sont considérés comme pauvres, les individus et les familles dont les ressources (matérielles, culturelles ou sociales) sont si faibles qu'ils sont **exclus des modes de vie** minimaux acceptables dans l'Etat membre où ils vivent »<sup>7</sup>

Mais, au-delà des chiffres et des définitions, la pauvreté, c'est d'abord une **souffrance** et, pour beaucoup, une **honte** : « *Quand les familles les plus pauvres parlent de leur vie quotidienne, ce qu'elles expriment en premier, c'est toujours la honte et le rejet qu'elles ressentent à cause de leur pauvreté. Toutes les humiliations subies enfoncent dans le désespoir. Ce reproche permanent de la société, à savoir que « les pauvres se complaisent dans leur misère », est injuste. Il manifeste ce grave manque de solidarité sans laquelle il est impossible de supporter les coups durs de la vie. Le poids du regard des autres est extrêmement fort dans le vécu de la misère.* »<sup>8</sup>

## Des mots pas du tout innocents

Foi de Petit Robert, un mot est un mot ? Pas si sûr... le vocabulaire utilisé dans les médias à longueur de journée finit par modeler notre vision du monde. Y être attentif, c'est déjà résister...

Dites-vous **pauvre**, en pensant à *pas de chance*, ou dites-vous **exclu** ou **appauvri**, pour dénoncer les structures injustes de notre société ?

Dites-vous **charges patronales** en pensant *argent volé à ceux qui font tourner l'économie*, ou **cotisations** patronales (part que le patron prélève sur le salaire de ses travailleurs pour contribuer à une juste redistribution des revenus) ?

Dites-vous **impôts** en pensant *argent pris aux travailleurs, versé directement dans les poches de l'Etat*, ou dites-vous **contributions** pour parler de la part des revenus des travailleurs servant à financer les services collectifs et la sécurité sociale, et à redistribuer la richesse de façon équitable ?

Quand vous dites **législation sociale**, vous pensez *entraves à la libre concurrence et à l'esprit*



*d'entreprise, ou bien protection des droits humains, salaire digne, sécurité d'existence ?*

Vous préférez dire **chômeur** (sous-entendant « personne qui gagne de l'argent à ne rien faire, aux frais de la société »), ou plutôt **travailleur sans emploi** - travailleur qui a perdu son emploi ou n'en a pas trouvé au sortir des études ?

5 Pierre Hendrick, médecin à la maison médicale du Vieux Molenbeek

6 Jacques Marseille, dans L'histoire, numéro spécial, Les pauvres, de Job à Martin Hirsch, n°349, janvier 2010.

7 Conseil de l'Europe, 1984

8 Olivier Gerhard, délégué d'ATD Quart-Monde auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

## 2. PAUVRETÉ OU PRÉCARITÉ ?

Si la pauvreté touche un peu plus de 15% de la population, la précarité en concerne une part beaucoup plus importante, même s'il est impossible de la chiffrer. La précarité n'est pas nécessairement la pauvreté ; elle évoque l'incertitude, la fragilité. On pense en particulier aux jeunes et à leurs difficultés de trouver un emploi, quel que soit leur diplôme. Pendant plusieurs années, beaucoup doivent se contenter de revenus incertains et souvent insuffisants, enchaînant chômage, intérim, stages non rémunérés, contrats à durée déterminée...<sup>9</sup>

Les femmes vivant seules avec leurs enfants constituent un autre groupe particulièrement touché par la précarité. Lorsqu'elles ne disposent pas d'un réseau familial pour les soutenir, elles combinent difficilement l'emploi et l'éducation de leurs enfants : le travail à temps partiel s'impose - quand elles parviennent à en trouver un -, avec un salaire trop faible pour faire face seule à toutes les dépenses. Si elles ont un faible niveau de formation, elles se retrouvent souvent dans des emplois à horaires décalés (entretien, grande distribution), difficilement tenables. Le graphique de la page 8 nous rappelle qu'elles sont 38,5% à vivre sous le seuil de pauvreté. Les plus de 65 ans constituent aussi une catégorie plus « à risque » que la moyenne.<sup>10</sup>



**Plus largement, on peut parler de précarité pour la planète entière :** précarité économique et financière, précarité écologique, précarité existentielle liée à la fin pressentie d'un système, pour aller vers un avenir au mieux flou, au pire catastrophique...

« Riches et pauvres sont de moins en moins attachés à une nationalité, leur destin est de plus en plus délocalisé. Les forces qui animent la société mondiale ne se lisent plus dans la géographie, mais dans l'opposition entre la dynamique capitaliste et l'évolution rapide de l'écologie planétaire. »<sup>11</sup>

Ainsi, la lutte contre la pauvreté s'apparente de moins en moins à une lutte des classes, un affrontement entre nantis et exploités - même si l'exploitation est plus que jamais d'actualité. Elle n'est plus non plus une affaire de relation Nord/Sud, pays dits *développés* et tiers monde. Elle devient un élément d'une lutte plus globale entre, d'une part, un système destructeur et, d'autre part, des forces de résistance et de construction d'une société où la justice sociale va de pair avec la lutte contre les changements climatiques, pour la biodiversité, contre l'emprise des multinationales et de la finance sur l'agriculture et les ressources naturelles...<sup>12</sup>

**La solidarité est fondamentale pour qu'un autre monde soit possible.** Une des forces du néolibéralisme, c'est de flatter l'ego, l'individu, de mettre en avant l'intérêt personnel, de favoriser la mise en concurrence et de détricoter l'action collective, la résistance organisée. C'est pourquoi, du côté des « forces de résistance », il faut à tout prix éviter la dualisation, voire l'éclatement en une multitude d'individualités ou de groupes agissant séparément.

Un autre postulat, qui est une force du capitalisme, est de faire croire que les choses vont se réguler et se résoudre « toutes seules », simplement en laissant le champ libre au marché. Qu'il ne sert à rien de s'élever contre des lois économiques

9 Au sujet de la pauvreté et de la précarité des jeunes, voir notre étude « Un jeune sur cinq : génération pauvreté ? », 2012. <http://www.vivre-ensemble.be/?Un-jeune-sur-cinq-Generation-pauvrete>

10 Au sujet de la pauvreté des personnes âgées, voir notre étude « La pauvreté n'a pas d'âge », 2013.

11 Hervé Kempf, *Fin de l'Occident, naissance du monde*, Seuil, 2013, p. 37

12 Voir « Pour lutter contre la pauvreté : passer du eux au nous », analyse publiée par Vivre Ensemble en 2011. Lien raccourci : <http://miniurl.be/r-bo6>



présentées comme tellement naturelles (rappe-  
lons simplement le fameux TINA de Margare-  
ret Thatcher – There is no alternative) qu'elles  
prennent le pas sur les législations élaborées  
démocratiquement. Dans cette optique, le seul  
devoir du citoyen est de consommer pour faire  
tourner l'économie.

On doit à tout prix éviter d'en arriver à une  
société où – en forçant à peine le trait – ceux  
qui en ont les moyens (financiers, culturels,  
relationnels, etc.) mangeront bio, épargne-  
ront éthique et habiteront une maison pas-  
sive dans un paysage préservé, tandis que les

autres seront, vu leur budget et leur bagage  
culturel, social, etc., contraints d'acheter de  
la malbouffe, de vivre perpétuellement en-  
dettés et d'habiter dans des logements ina-  
déquats et gros consommateurs d'énergies  
non renouvelables...

C'est pourquoi **la solidarité doit être au cœur  
de tout projet d'une société viable pour nous et  
les générations futures.** Inversement, le souci  
écologique et du long terme doit être indisso-  
ciable de la lutte contre les injustices sociales.  
Agir ensemble, solidairement, est donc en soi  
un acte de résistance.

### GASAP tous admis

Un Groupe d'achat so-  
lidaire de l'agriculture  
paysanne ou GASAP  
établit un contrat avec  
un ou des agriculteurs  
et paie à l'avance les

produits qui seront livrés (3 mois, six  
mois ou un an). De cette façon, l'agriculteur bé-  
néficie d'une certaine sécurité à moyen terme  
et ne porte pas seul le risque d'une mauvaise  
récolte. C'est déjà un fameux  
acte de solidarité, quand on  
connaît la précarité que vivent  
de très nombreux agriculteurs.

A Bruxelles, un groupe de travail  
intitulé « Open GASAP » s'est  
mis en place, qui vise à intégrer  
dans les groupes des personnes  
en situation précaire. En effet,  
payer ses fruits et légumes plu-  
sieurs mois à l'avance n'est pas  
possible pour ceux qui ont de  
trop faibles revenus. Cuisiner  
des légumes parfois oubliés, les  
conserver n'est pas facile quand  
on n'a pas appris ou qu'on vit  
dans des conditions de loge-  
ment difficiles.

L'une des pistes de ce groupe de travail est  
le parrainage d'une personne en situation  
sociale difficile par un « GASAPeur » aguer-  
ri, qui l'aidera à s'organiser, budgétairement,  
mais aussi culinairement, pour profiter au  
mieux de son panier de légumes.

La solidarité joue aussi dans la fréquence de  
paiement : ceux qui peuvent se permettre de  
payer une année d'avance, compensent le  
fait que d'autres paient mois par mois. Ainsi  
l'agriculteur ne sera pas lésé.



### 3. LA SOLIDARITÉ

« *En mécanique, quand on dit que deux pièces sont solidaires, cela signifie que lorsque l'une bouge, l'autre aussi. Et que lorsque l'une est coincée, l'autre aussi* », explique Myriam Tonus, pédagogue et *théochercheuse*. Ce sont des étudiants ingénieurs qui lui ont livré cette définition à la fois très concrète et riche de sens.

**Il s'agit donc d'une interdépendance qui nous lie les uns aux autres.** Dans ce sens, la solidarité n'est pas un choix, c'est une réalité. Dans notre société, cette interdépendance s'exprime notamment

- par les impôts et les cotisations sociales qui financent l'assurance-chômage, les soins de santé, la sécurité sociale dans son ensemble, ainsi que les services publics que nous utilisons tous.
- par les lois, auxquelles nous sommes en théorie tous et toutes soumis, et par les droits auxquels nous pouvons prétendre.

Nous sommes aussi solidaires, au sens d'interdépendants, dans la répartition des richesses. L'argent qu'accumulent sans discontinuer quelques *happy few*, y compris depuis la crise de 2008, c'est celui que n'ont plus ceux qui sont au bas de l'échelle, ceux qui perdent leur emploi ou leur droit aux allocations de chômage.



Rappelons-le :

- la fiscalité sur les revenus du travail reste très lourde par rapport à celle qui touche les revenus du capital.
- les bénéfices engrangés par les entreprises grâce aux gains de productivité (avancées technologiques, réduction du personnel et précarisation de l'emploi) ne sont pas redistribués aux travailleurs, mais aux actionnaires, donc à ceux qui ont un surplus d'argent qui leur permet d'investir ou de spéculer en bourse.

En 2005, dans notre pays, si les personnes les moins riches avaient un euro, les plus riches en avaient 46, contre 62 en 2009. L'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres a augmenté de 34% en seulement 4 ans<sup>13</sup> !

En somme, étant membres d'une même société, d'une même humanité même, nous sommes tous solidaires. Cela vaut aussi pour la destruction de l'environnement : nous en subissons ou en subissons tous les conséquences, tôt ou tard. Certes, à des degrés divers selon l'endroit de la planète où nous vivons et selon nos revenus, qui nous permettent ou non de nous protéger de ces changements ou de nous y adapter.

**Cette solidarité mécanique peut donc être pour le meilleur** (quand les inégalités diminuent, toute la société va mieux)

**comme pour le pire** (quand une grande entreprise licencie, la valeur de ses actions augmente à la Bourse). Tous dans le même bateau, voire dans la même galère !

<sup>13</sup> La part du revenu net imposable des 10 % des personnes les plus riches était 62 fois supérieure à celle des 10 % des personnes les plus pauvres en 2009, contre 46 fois en 2005. Source : «Pauvreté en Belgique – annuaire 2013», recherche réalisée par le CERIS (Centre de recherche en inclusion sociale) de l'Université de Mons et du groupe de recherche POS+ (Participation, Opportunities and Structures) de l'Université de Gand.

## 4. LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ AU FIL DU TEMPS

La solidarité s'est exprimée de différentes façons au fil des siècles et des décennies.

- **Au Moyen-âge**, la solidarité joue entre villageois, au sein des confréries, corporations et autres guildes. C'est l'Eglise qui secourt les pauvres, en créant des hôpitaux et des hospices dès le XII<sup>e</sup> s.
- Lors de la **Révolution industrielle**, elle a permis aux ouvriers de survivre malgré l'exploitation dont ils étaient victimes. En créant les *sociétés mutuelles*, qui indemnisaient leurs membres en cas de maladie, ils ont inventé une solidarité qui inspirera notre système de sécurité sociale.
- Au **début du XX<sup>e</sup> siècle**, l'Etat met peu à peu en place des dispositifs de protection des travailleurs contre la maladie, l'accident, la pauvreté due à la vieillesse, etc. Cette solidarité institutionnelle n'est pas complètement désintéressée : les patrons se rendent bien compte que des ouvriers bien nourris et en bonne santé sont plus productifs.
- **Après 1944**, il faut reconstruire la société, détruite par deux guerres successives. La sécurité sociale se met en place, notamment par la loi qui rend obligatoire l'assurance maladie-invalidité (AMI). La sécurité sociale naît non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi parce qu'un peuple affamé et miséreux ne reconstruira pas grand-chose. En grande partie à l'abri de la pauvreté – la misère existe toujours durant ces années : rappelons-nous l'appel au secours de l'abbé Pierre durant l'hiver 1954 –, la société va connaître un important développement économique. Le niveau de vie va augmenter de façon significative. La majorité des familles va pouvoir se payer une voiture et accéder aux nouveautés technologiques qui apparaissent : télévision, électroménager... La croissance semble alors sans fin, ce sont les *trente glorieuses* ou *golden sixties*. Elles s'arrêteront

brutalement en 1973, avec le premier choc pétrolier. A quoi auraient ressemblé ces années d'après-guerre sans la sécurité sociale ?

Durant ces années, la solidarité s'exprime aussi à travers la gestion publique des grandes entreprises de services : postes, chemins de fer, bus, radio et télévision, aéroports, banques... L'Etat gère ces secteurs en essayant d'en conserver l'équilibre budgétaire, mais sans obligation de rentabilité. Le consommateur paie une partie, l'Etat – avec l'argent récolté via les impôts – paie le reste. Ainsi, les citoyens participent, en fonction de leurs revenus, au financement de services accessibles à tous, au même prix.

- **Dès les années 60**, le rôle de l'Etat comme garant du bien public est remis en question, notamment par le célèbre ouvrage de Milton Friedman, « Capitalisme et liberté ». Accueilli assez froidement à l'époque, les idées qu'il véhicule ont pourtant fait leur chemin durant les décennies suivantes, pour s'imposer à partir des années 80.
- **Les années 80** sont marquées par l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. L'image de la solidarité en prend un coup : selon eux, elle devient un mal nécessaire, un gaspillage d'argent, une aumône faite à ceux qui sont trop faibles, qui n'entreprennent pas, qui ne sont pas assez combattifs. Ce regard culpabilisant sur les plus pauvres justifie et entraîne l'adoption de mesures antisociales qui démantèlent progressivement les acquis engrangés depuis 1945.

De plus, la gestion publique des entreprises est taxée d'inefficace, lourde, peu moderne... Peu à peu, toutes ces entreprises sont privatisées. Les plus de 40 ans se souviennent de la RTT (Régie des télégraphes et du téléphone), de la SABENA (même les moins de 30 ans, allez), de l'UNERG devenue Electrabel... Une fois que ces services sont aux mains du secteur privé, les usagers deviennent des clients. La main invisible du marché remplace l'Etat dans son rôle d'allocataire optimal des ressources.



Dans une logique de redistribution des richesses, les services publics (transports, enseignement, culture, soins de santé, garde des enfants) devraient être accessibles à tout le monde à des prix raisonnables. Leur existence ne devrait pas être conditionnée par la rentabilité immédiate. Les éventuels bénéfices de ces entreprises devraient financer l'accès et la qualité pour tous – et non des parachutes dorés et des salaires astronomiques. Leur gestion devrait être démocratique et transparente.

Or, quand ces services sont (en voie d'être) gérés par des entreprises privées, les impératifs d'accès universel cèdent le pas à la rémunération des actionnaires et à la rentabilité immédiate. Bien sûr, des garde-fous restent posés par les pouvoirs publics pour que les droits des citoyens soient respectés. Chez nous et pour le moment. Car ailleurs, ce n'est pas/plus le cas.

Du reste, le principe de ces entreprises, c'est « privatiser les bénéfices et socialiser les pertes ». On l'a notamment vu avec les banques lors de la crise financière.

### Banque et service public ?

Voilà bien deux mots qui ne semblent pas aller ensemble. Mais oui, collecter l'épargne et accorder des crédits, cela peut être un service public ! Souvenons-nous d'un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître, quand on déposait son argent aux CCP (Comptes Chèques Postaux), au Crédit Communal, à la CGER (Caisse générale d'épargne et de retraite).

Après 2008, au moment du sauvetage des banques à grands renforts de milliards d'argent public, des voix se sont élevées pour réclamer la création d'une banque publique et sûre. En Belgique, ce besoin d'une « autre » banque s'est concrétisé par le lancement du projet « New B », qui vise à créer une banque coopérative à grande échelle, une banque « honnête », qui réunira des citoyens, des associations de la société civile et des investisseurs. Elle se distinguera



de coopératives comme CREDAL par le fait que ce sera une vraie banque, agréée par l'ABB (Association belge des banques). Chaque citoyen – donc chaque lecteur de ces lignes ! – peut en devenir partie prenante grâce à une ou des parts de coopérateur de €20 chacune. Voir le site <https://newb.coop/>.

Bien avant la crise de 2008, il était déjà possible de placer son argent de manière éthique, que ce soit sur un compte d'épargne à la banque Triodos<sup>14</sup> ou sous la forme de parts de coopérateur au Credal<sup>15</sup> (Crédit Alternatif).

<sup>14</sup> [www.triodos.be](http://www.triodos.be)

<sup>15</sup> [www.credal.be](http://www.credal.be) . Cette coopérative a été créée notamment par Vivre Ensemble,

- **Au XXI<sup>e</sup> siècle** : « Entre le riche et le pauvre, c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime<sup>16</sup> » : les acteurs du capitalisme financier le savent bien. C'est pourquoi, grâce à une impressionnante armée de lobbyistes qui hantent notamment les couloirs de la Commission européenne<sup>17</sup>, ils militent pour moins de lois, ou plutôt pour des lois qui suppriment toutes les entraves à la libre circulation des biens, services et capitaux. Par entrave, ils entendent par exemple les législations qui protègent les droits des travailleurs, l'environnement ou la santé publique. Le Traité transatlantique qui se négocie entre l'Union européenne et les Etats-Unis est l'une des concrétisations de l'assujettissement du politique par le monde économique et financier.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant à ce qu'on entende des affirmations du genre « l'eau n'est pas un droit, c'est un bien de consommation qui doit être soumis aux lois du marché » ?

Quoi d'étonnant à ce que la solidarité nous soit aujourd'hui présentée, plus ou moins implicitement, comme un poids, une charge pour les finances publiques, un moindre mal pour venir au secours des incompetents, des malchanceux, des perdants de notre société ?

Or, nous l'avons vu, **la solidarité n'est pas facultative**. Sans solidarité, les inégalités se creusent et la cohésion sociale est menacée<sup>18</sup>. Et sans cohésion sociale, la société se désintègre sous les coups de la peur, de la violence, de la haine de l'autre.

De plus, nous avons souligné dans une autre étude<sup>19</sup> que la solidarité est plus efficace que le libre marché, notamment en matière de soins de santé<sup>20</sup>. Du point de vue strictement économique, est-il rationnel qu'une multitude d'agents entrent en concurrence, en faisant la même chose, rabotant les droits des travailleurs ou la qualité des produits pour vendre moins cher et grappiller des parts de marché ? En Espagne, en 2011, une étude de la Cour des Comptes a mon-

tré que les services de propreté urbaine coûtent plus cher pour une moindre qualité quand ils sont confiés à des entreprises privées que quand ils sont assurés par la municipalité<sup>21</sup>.

**La solidarité n'est pas une rustine. C'est la condition d'existence de notre société.**

### L'égalité, c'est bon pour la santé !

Réduire les inégalités (ce qui ne peut se faire que par la solidarité organisée), c'est bon pour tout le monde, même pour ceux qui ne sont pas pauvres !

« L'épidémiologiste anglais Richard Wilkinson<sup>22</sup> travaille depuis longtemps sur le lien entre les conditions sociales et la santé. Ses recherches l'ont amené à faire une découverte : les inégalités de revenus aggravent une grande partie des maux sanitaires et sociaux d'une société (la maladie, la drogue, la délinquance, la défiance, le nombre de grossesses chez les adolescentes). On peut tirer diverses conclusions de ces travaux. Pensons par exemple que :

- l'enrichissement d'un pays s'accompagne d'une détérioration de sa situation sanitaire et sociale si seuls les riches deviennent plus riches ;
- à revenu moyen identique, une population marquée par les inégalités souffre nettement plus qu'une population plus égalitaire ;
- les inégalités n'affectent pas que les pauvres : même la santé des plus aisés est plus fragile dans une société inégalitaire !

Pourquoi ? Parce qu'une société inégale génère des rapports plus stressants, plus violents, entre les hommes. »<sup>23</sup>

16 Jean-Baptiste Lacordaire, journaliste et homme politique français du 19<sup>e</sup> s.

17 Voir notre analyse : Au cœur de l'Europe... le pouvoir opaque des lobbies, Vivre Ensemble, 2009 sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

18 Voir « Les inégalités nuisent gravement à la cohésion sociale », analyse de Vivre Ensemble, 2013, <http://miniurl.be/r-br2>

19 « Soins de santé, re-choisir la solidarité », Vivre Ensemble, 2009.

20 A ce sujet, voir Jean Hermesse, Editorial du journal En Marche, 2 avril 2009

21 Voir <http://miniurl.be/r-b7g> (en espagnol) ou <http://miniurl.be/r-b7h> (en français)

22 Voir Richard Wilkinson et Kate Pickett, Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous, Ed. Institut Veblen – Les petits matins – Etopia, 2013.

23 Extrait d'un article publié sur le site du Nouvel Observateur/ Rue 89 le 20/10/2013. Lien raccourci : <http://miniurl.be/r-ci5>

## 5. CHOISIR

“L’objectif affiché [de la société actuelle] est de devenir un “gagnant”, comme si un gagnant n’était pas, par définition, un producteur de perdants. En nous présentant cette attitude de combat permanent de chacun contre les autres, comme une conséquence nécessaire de la “lutte pour la vie”, les économistes ont enfermé les hommes d’aujourd’hui dans une logique aboutissant à l’échec final de tous.”

Albert Jacquard, J’accuse l’économie triomphante, 1995

**Si nous choisissons la solidarité pour le meilleur**, force est de constater que, dans notre société, c’est une option qui ne va pas de soi, loin de là. Bien plus : c’est un choix qui va aujourd’hui à contre-courant. Dès l’enfance, nous sommes formatés pour entrer en concurrence, en compétition avec nos semblables.

Considérons **l’école** : les enfants y sont sans cesse incités à faire mieux que les autres, à arriver le premier. Le bulletin mentionne souvent la moyenne de la classe en plus de celle de l’élève, histoire que chacun puisse savoir s’il est parmi les « bons » ou les « mauvais » pour se comparer à ses condisciples.

Très vite, les élèves sont mis au parfum : leur vie d’adultes sera une lutte pour laquelle il faut s’armer à coups de diplômes et d’ambition.

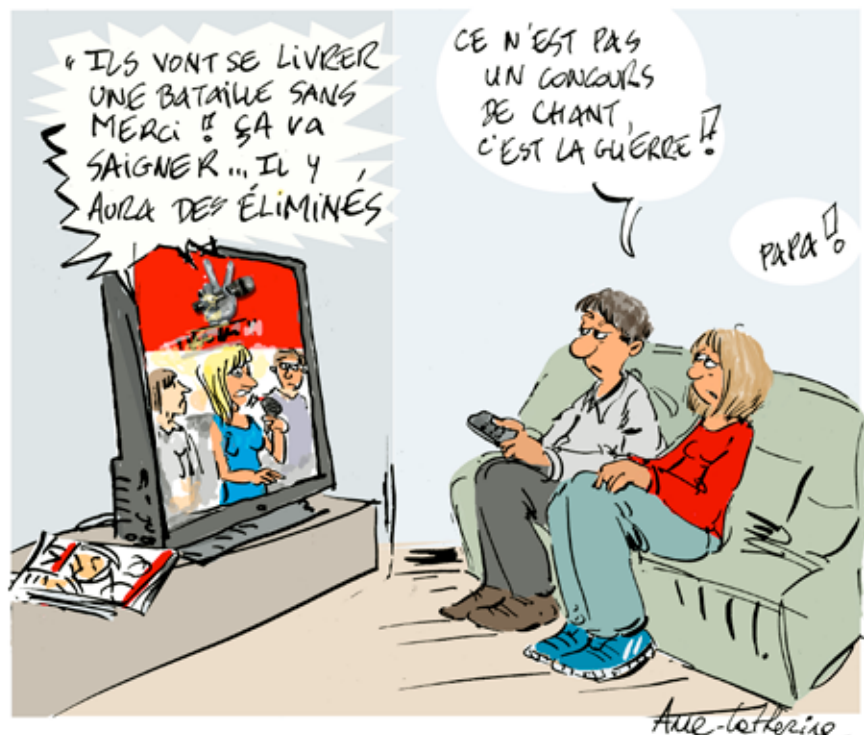
Par ailleurs, **les jeux d’enfants, le sport...** la plupart des activités proposées aux jeunes sont fondées sur la compétition, la concurrence. Il y a des gagnants et des perdants. Peut-être seuls les mouvements de jeunesse et les activités extrascolaires organisées par les associations échappent-ils quelque peu à cette logique.

On peut encore parler des relations humaines et sociales telles qu’elles apparaissent sur les écrans de **télévision**. Des concours où l’on élimine sans pitié (Master ou Top Chef, The voice, Le Maillon faible...), des séries où l’égoïsme et la loi du plus fort sont la règle ? Comme si un bon divertissement devait nécessairement comporter de l’élimination, de la sélection, des gagnants et des perdants – larmes en gros plan comprises.

Que penser de la solidarité à la mode « Viva for life » ou « Les maçons du cœur », avant tout des événements médiatiques qui jouent la corde sensible sans poser aucune question sur les causes de la pauvreté ni les difficultés structurelles de logement ?

Heureusement, il y a des contre-exemples : des écoles où l’entraide et la réussite collective sont promues, des jeux coopératifs où l’on gagne tous ensemble, des émissions de télévision qui décortiquent les vraies causes de la pauvreté.

**La publicité** nous conditionne aussi dès l’enfance à avoir plus et mieux – plus cher, plus récent, plus perfectionné – que le voisin<sup>24</sup>. C’est une forme de compétition très efficace.





**De son côté, la recherche d'emploi** est une course où le *meilleur* gagne. Où celui qui sait le mieux se vendre gagne. Les chercheurs d'emploi sont mis en concurrence pour des emplois trop rares et le maillon faible, celui qui n'est pas assez performant, est d'emblée exclu de la course - tout en continuant à chercher avec persévérance, sous peine de perdre ses allocations.

Une fois au **travail**, beaucoup sont soumis à des objectifs personnels de vente, de rentabilité, de chiffres. Il s'agit à nouveau de se distinguer des autres, d'agir contre les autres pour obtenir une gratification - une promotion, une prime, un avantage... Au risque de rejoindre la cohorte des victimes du *burn-out*, travailleurs épuisés par des exigences sans cesse à la hausse.

Notons encore que, même **parmi les exclus**, la concurrence règne : pour s'en rendre compte, il suffit de voir sans-abri 'belgo-belges' et étrangers s'empoigner parfois devant la porte des abris de nuit où il n'y a pas assez de place pour tout le monde. « Qui sont ces étrangers qui viennent manger dans les poubelles des Belges ? »

Enfin, il faut le reconnaître, notre système social tend de plus en plus vers le détricotage des solidarités : le travailleur sans emploi, le bénéficiaire du RIS<sup>25</sup>, le sans-abri sont de plus en plus souvent considérés responsables de ce qui leur arrive et du fait qu'ils s'en sortent ou non. Activation des chômeurs, Etat social actif, chasse à la fraude sociale... font porter le poids de la concurrence et de la crise à l'individu, sans considérer la responsabilité collective de la société.

Si nous avons du travail, un toit, une certaine sécurité d'existence, ce discours socio-économico-politique ne nous incite pas à nous sentir solidaires, liés à ces personnes, mais au contraire à nous en distancier, à les renvoyer à leur propre sort, à leur propre responsabilité, voire à leur culpabilité. Ces *assistés* sont de ce fait des *passifs* qui doivent *s'activer*. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils ne le veulent pas, ou qu'ils en sont incapables, et ce n'est pas notre problème.

C'est clair : l'air du temps nous incite plutôt à **la solidarité pour le pire**, c'est-à-dire à une interdépendance, certes, mais comme dans un jeu « à somme nulle » : ce que l'un gagne, l'autre le perd. Et il gagne à condition que l'autre perde. Une interdépendance, certes, qui permet à quelques-uns de s'enrichir grâce à l'exploitation de la force de travail des autres, ou à leur mise au chômage. Une mentalité dominante qui pousse à avancer dans la vie non avec les autres, pour gagner ensemble comme dans un jeu coopératif, mais à accumuler toujours plus de points, contre les concurrents, à leurs dépens. À nous élever (au sens de gagner plus d'argent ou plus de considération sociale), au mieux sans nous préoccuper de ce qui arrive aux autres, au pire en les utilisant, les exploitant, les trompant, les écrasant.

**On le voit : choisir la solidarité pour le meilleur, c'est donc déjà un acte de résistance.**

« *Contre la pauvreté, je choisis la solidarité* ». Dans cette affirmation, nous sous-entendons donc, que nous choisissons la solidarité pour le meilleur, c'est-à-dire la solidarité pour réduire les inégalités, la solidarité pour les droits humains de tous et toutes.

La solidarité dont nous parlons ici implique une réciprocité, et même un multilatéralisme, au-delà de la seule générosité. Car « la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit ». La solidarité, c'est accepter une forme d'égalité fondamentale, malgré ou au-delà des inégalités de revenus, de formation, d'origine, etc. **La solidarité signifie que je me veux, que je me reconnais suffisamment proche de l'autre pour que ce qui l'affecte m'affecte aussi.** Elle signifie que ce qui est atteint quand la dignité de l'autre est bafouée ou quand la souffrance l'affaiblit, ce n'est pas uniquement sa personne mais l'humanité - l'essence de l'être humain - que je partage avec lui.

Pour nous, c'est apporter sa pierre à l'égale dignité de tous les êtres humains, faire sa part, tout simplement.

25 RIS = Revenu d'intégration sociale.



### Elena Lasida : solidarité par le moins, solidarité par le plus

Difficile de se défaire de la facette paternaliste de la solidarité... une action de solidarité, c'est souvent une action de récolte de fonds pour aider des gens dans le besoin. Elena Lasida, économiste et théologienne, prend le contrepied de cette solidarité-générosité en proposant d'envisager la solidarité « par le plus » plutôt que « par le moins ». Et il ne s'agit pas ici d'opérations mathématiques.

« La solidarité 'par le plus' ne se réduit pas à de la redistribution<sup>26</sup>. Son objectif n'est pas tellement de rendre accessibles tous les biens nécessaires pour vivre, mais plutôt de rendre possible la participation de chacun à la création d'un projet commun. C'est pour cette raison que nous faisons appel à une justice 'contributive', fondée sur la capacité de participation et d'apport de chacun. Deux conceptions de l'humain sont sous-jacentes à chacune de ces notions de justice. Dans la justice distributive, l'humain est défini par ses besoins, tandis que, dans la justice contributive, il l'est par sa capacité créatrice. (...) »

La solidarité ainsi comprise devient clairement une question politique (...) car elle interroge notre vivre-ensemble et la place réservée à chacun des membres de la société. Elle ne concerne pas seulement la politique sociale mais la gestion de la cité dans sa globalité (...). »<sup>27</sup>

Pour agir, il faut refuser l'indifférence et l'inertie, accepter de quitter sa « zone de confort » pour aller au-devant de l'autre, risquer la rencontre, risquer l'échec aussi : toute action bien intentionnée n'est pas nécessairement promise au succès !



« Faisons quelque chose, pendant que l'occasion se présente ! Ce n'est pas tous les jours qu'on a besoin de nous. Non pas à vrai dire qu'on ait précisément besoin de nous. D'autres feraient aussi bien l'affaire, sinon mieux. L'appel que nous venons d'entendre, c'est plutôt à l'humanité tout entière qu'il s'adresse. Mais à cet endroit, en ce moment, l'humanité c'est nous, que ça nous plaise ou non. Profitons-en, avant qu'il soit trop tard. Représentons dignement pour une fois l'engeance où le malheur nous a fourrés. »

**Samuel Beckett**, *En attendant Godot*.



Choisir d'être solidaire, c'est bon pour tout le monde : de plus en plus, on constate que le fait de se préoccuper des autres, de rendre service, d'aider a une incidence positive sur la santé psychique et même physique de celui qui se montre altruiste. On a tous expérimenté le plaisir d'offrir, de rendre quelqu'un heureux. Dans un gros ouvrage, « Plaidoyer pour l'altruisme », Matthieu Ricard, moine bouddhiste, développe les fondements scientifiques de cette expérience. Pour être heureux, le secret n'est pas l'égoïsme, le « moi d'abord », comme on le pense souvent – ou en tout cas comme la société de consommation veut nous le faire croire –, mais bien l'altruisme, le souci de l'autre et ce de façon inconditionnelle.

C'est vrai tant au niveau individuel que collectif. C'est aussi ce qui pourra faire sortir l'humanité de l'impasse dans laquelle l'individualisme et l'égoïsme l'ont poussée. On pense bien sûr concrètement à l'économie sociale et solidaire, qui crée des emplois, mais aussi du lien social et contribue à préserver l'environnement (par la récupération et la réparation d'objets notamment). De multiples initiatives voient le jour, fondées sur l'utilisation collective des biens et services (voiture, lave-linge, outils divers) et sur le partage (Incroyables comestibles, jardins partagés, donneries, etc.).

Economiquement aussi, la solidarité paie. La récente crise bancaire de 2008 l'a démontré : ceux qui avaient placé leurs économies dans une banque éthique, qui ne finance que des projets à plus-value sociale, environnementale ou culturelle, n'ont pas perdu un euro lors de la crise financière, quand les banques « classiques » se sont cassé la figure. Par ailleurs, que penser de cette guerre économique menée au nom de la compétitivité ? Les entreprises, et même les pays, les régions doivent être compétitifs ! Quelle monstrueuse fuite en avant, au prix d'emplois perdus, de vies brisées, d'inégalités toujours plus profondes, de dégâts écologiques... et de crises à répétition ? Ce système fondé sur la compétition est en soi autodestructeur.

## 2<sup>E</sup> PARTIE - ALORS, QUE FAIRE ?



« Mais que peut-on y faire ? » C'est la question – parfois quelque peu résignée – que se posent beaucoup de personnes sensibilisées aux injustices sociales et économiques qui creusent les inégalités dans notre société. Elles désirent que la situation évolue vers une solidarité positive, mais sont désemparées au moment d'agir.

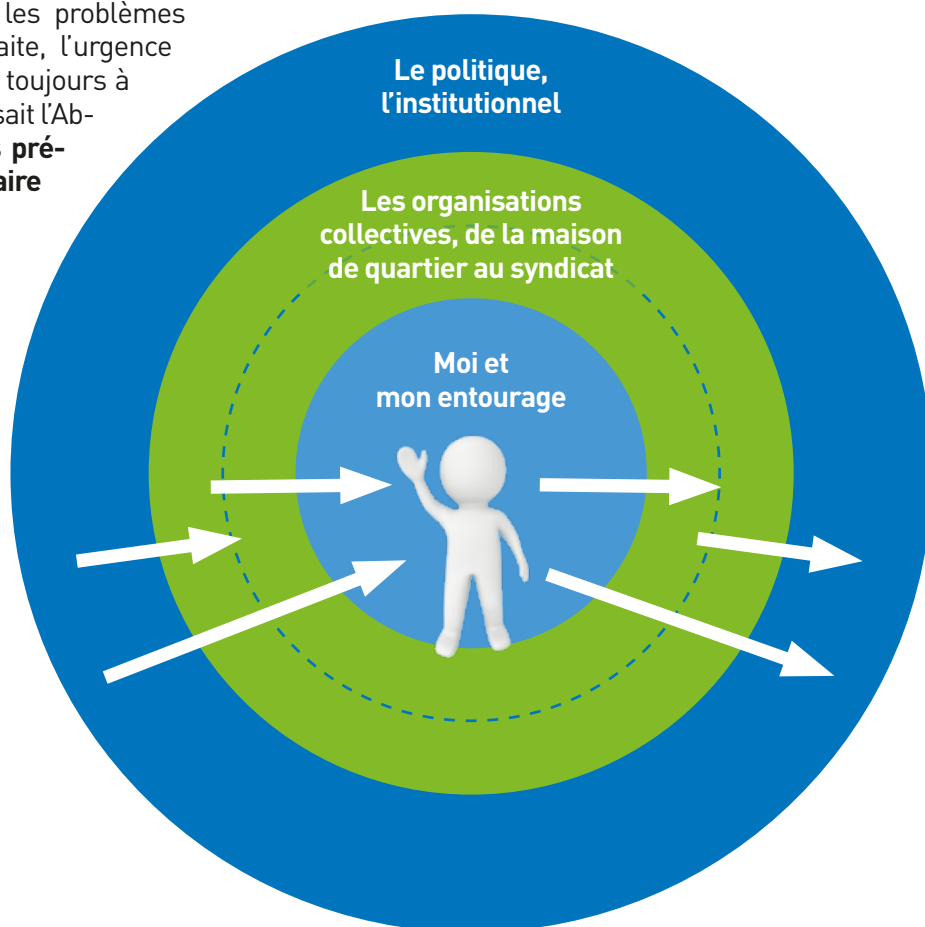
Bien sûr la tâche est immense, les problèmes complexes, la démocratie imparfaite, l'urgence écologique angoissante, le combat toujours à recommencer... Mais, comme le disait l'Abbé Pierre, « **on ne peut pas, sous prétexte qu'il est impossible de tout faire en un jour, ne rien faire du tout** ».

En prenant cette injonction comme point de départ du combat, nous refusons d'emblée le fatalisme, l'indifférence, l'inertie. Contre la pauvreté, contre l'injustice, **nous choisissons donc d'agir. Mais comment ?**

Pour s'y retrouver, on peut envisager l'action de différentes manières.

### 1. OÙ ET AVEC QUI AGIR ?

Tout d'abord, notre action dépend du lieu où l'on agit. L'action peut être menée en plusieurs lieux, qui ne s'excluent pas les uns les autres. On pourrait les représenter ainsi :







## a) Premier niveau : moi et mon entourage immédiat

Il s'agit des solidarités dites 'chaudes' (voir encadré), interpersonnelles : un coup de main dans la famille, le voisinage, un don à un mendiant.

Là se situent aussi les changements personnels à la portée de chacun : une vie plus sobre, plus simple, des achats responsables (commerce équitable, produits locaux et respectueux de l'environnement), une épargne éthique et solidaire, le choix d'une mobilité douce, une ouverture à l'autre...

Dans la vie quotidienne, on peut aussi contribuer à la sensibilisation de son entourage : dans les repas de familles, lors de conversations, nous pouvons informer, expliquer, témoigner, contribuer à démonter des clichés<sup>28</sup>...

Agir à ce niveau est à la portée de tous. Un coup de main, cela se fait naturellement envers ceux qui nous sont proches. C'est un peu moins évident pour des inconnus : par paresse, par

peur de mal faire, de se mêler de ce qui ne nous regarde pas, par pudeur, ou encore pour préserver notre confort... faire un geste vers l'autre demande un effort, c'est prendre un risque.

Pourtant, ce sont tous ces « petits » gestes qui nous rendent humains et qui rendent leur humanité à ceux qui les reçoivent. C'est aussi par ces petits gestes que le changement commence : de plus en plus, des ponts sont jetés entre changement social et changement personnel. La célèbre phrase de Gandhi « Sois le changement que tu veux voir dans le monde » est aujourd'hui prise au sérieux par les philosophes, les sociologues, les médecins dans leur préoccupation pour la santé de notre humanité.



## LA SOLIDARITÉ, ON VOUS LA SERT CHAUDE OU FROIDE ? LES DEUX !

On parle de **solidarités chaudes** pour évoquer celles qui se jouent entre les personnes :

- J'héberge un ami sans logement,
- Tu donnes quelques heures aux Restos du Cœur,
- Il s'arrête quelques instants pour bavarder avec un sans-abri,
- Elle aide une maman étrangère à comprendre les papiers de l'école,
- Nous accompagnons les enfants dans une école de devoirs,
- Vous faites les courses pour votre voisin âgé,
- Elles distribuent des repas à la Gare centrale,
- Ils donnent un coup de main à l'épicerie sociale...

On parle de **solidarités froides** quand elles sont organisées par les institutions : le remboursement des soins de santé, l'assurance chômage, l'aide sociale, la fiscalité, etc.

Les deux sont indispensables, car les solidarités chaudes, seules, n'assurent pas l'universalité des droits. Les solidarités froides, seules, sont déshumanisées et parfois déshumanisantes.

Il arrive même que les solidarités chaudes soient entravées par les solidarités froides. C'est le cas par exemple lorsqu'un allocataire social (travailleur sans emploi, bénéficiaire du RIS) héberge un autre allocataire social ou un sans-abri. Il passe alors au statut « cohabitant » et son allocation est réduite.

Une société ne peut pas être solidaire si elle est composée d'individus égoïstes. « La seule révolution possible, d'essayer de s'améliorer soi-même, en espérant que les autres fassent la même démarche ». disait Brassens. On reconnaît bien là

... EN BELGIQUE, ON FAIT  
ÇA AVEC DES FRITES!  
EN FAIT, ON PAVE POUR  
LES AUTRES PAR SOLIDARITÉ...



le penchant anarchiste du poète sétois. Mais aujourd'hui, si le changement personnel est indispensable, notamment et surtout pour nous libérer de la pensée capitaliste et compétitive qui imprègne toute notre culture et toute notre vie, il doit impérativement se combiner avec une action collective. Celle-ci peut prendre diverses formes et avoir divers objectifs, nous le verrons plus loin. Il est important de **ne pas**

**perdre de vue qu'action individuelle et collective doivent aller de pair** pour lutter contre la pauvreté et les injustices de notre système.

La grande majorité des comportements déstructurants socialement ou destructeurs écologiquement sont liés à des névroses et à des compensations. Chercher l'épanouissement des êtres humains ne peut qu'avoir une conséquence immédiatement positive sur les crises que nous traversons.

A contrario, mener une quête spirituelle, sans l'incarner dans des actions concrètes, m'apparaît aujourd'hui incohérent et anachronique. Nous ne pouvons plus nous permettre de nous retirer sur notre montagne. Le temps est à la mobilisation. (...)

Il nous reste très peu de temps pour agir et il est fort probable que l'action seule ne suffira pas. C'est d'un profond changement de conscience dont nous avons besoin. Et ce changement viendra tant par l'action que par la libération de nos conditionnements.<sup>29</sup>

## b) Deuxième niveau : groupes, syndicats, associations, réseaux

Il s'agit ici de la solidarité organisée, soit pour faire face aux conséquences de la pauvreté (manques d'alimentation, de meubles, de vêtements, solitude, déprime...), soit pour faire bouger les choses au niveau politique et économique, du local à l'international. Soit, encore, pour expérimenter de nouvelles façons de vivre, manger, acheter, se déplacer... ensemble.

Ce champ d'action recouvre une grande diversité. Entre l'épicerie sociale et le syndicat ou la mutuelle, il y a peu de points communs ! C'est pourquoi, sur notre schéma, il est divisé en deux par des pointillés, car il est impossible de fixer une taille précise pour une 'grande' ou 'petite' organisation.

Une petite association a un champ d'action limité ; par contre, elle dispose d'une liberté qui permet une créativité importante. De son côté, une plus grosse association peut mobiliser des subsides, des dons, toucher plus de personnes. Revers de la médaille : elle risque d'y perdre sa liberté de manœuvre, si pas son âme : à force de chercher des subsides pour réaliser ses projets, on finit par concevoir ces derniers en fonction de ce que demandent les bailleurs de fonds et pas vraiment à partir des besoins ou des aspirations des membres de l'association. Pour s'organiser et atteindre la sphère institutionnelle, de petites associations passent par les plus grosses, ou par des réseaux, afin de faire changer les choses au niveau politique.

Elles peuvent se regrouper entre **associations** travaillant dans le même secteur : ainsi, les maisons d'accueil pour personnes sans-abri sont regroupées dans l'AMA (Association des maisons d'accueil), les écoles de devoirs dans leur fédération, les centres d'alphabétisation au sein de « Lire et Ecrire »...

Elles peuvent aussi se regrouper entre associations travaillant dans différents secteurs. Vivre Ensemble est particulièrement impliqué dans deux de ces réseaux :

<sup>29</sup> Cyril Dion, <http://www.kaizen-magazine.com/reunir-quete-spirituelle-et-action-sociale>



férentes thématiques : l'école, la famille, les loisirs, l'emploi, la vieillesse... Des témoignages, des revendications sont formulées et portées vers les responsables politiques. Au fil des ans, il est devenu l'un de des interlocuteurs incontournables des responsables politiques concernés par la lutte contre la pauvreté.



A côté des associations et groupement syndicaux traditionnels, on assiste aujourd'hui à l'**émergence d'une multitude de groupes** qui agissent selon deux axes principaux :

- Le **Réseau pour la justice fiscale** (RJT)<sup>30</sup>. Fondé en 1998 à l'initiative de Vivre Ensemble et Entraide & Fraternité, le réseau, qui s'appelait au départ « Action contre la spéculation financière », regroupe une cinquantaine d'associations, mouvements et syndicats. Six ans de sensibilisation, d'interpellations politique et de travail avec un groupe de parlementaires ont abouti au vote, en juillet 2004, d'une proposition de loi instaurant une taxe sur les transactions financières (taxe dite « Tobin »), dès lors que tous les pays de la zone euros se mettraient d'accord.



Suite à la crise financière de 2008, l'idée est revenue sur le devant de la scène européenne. Ainsi, une taxe sur les transactions financières entrera bien en vigueur en 2016, mais dans une version très allégée par rapport à la proposition d'origine.

Ce réseau continue son action aujourd'hui encore, sur des questions de fiscalité belge, européenne et internationale. Il organise notamment chaque année la « Journée de la justice fiscale ».

- Le **Réseau wallon de lutte contre la pauvreté**<sup>31</sup> regroupe bientôt 35 associations de terrain qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Sa particularité est de donner la parole aux premières concernées : les personnes qui vivent dans la pauvreté. Des groupes de travail abordent dif-

- 1) **Expérimenter** des façons de vivre, de consommer, d'habiter, de cultiver différentes, en prenant distance avec l'individualisme et le consumérisme ambiants. Un Répar'café, un potager collectif, un Groupement d'achat commun, un GASAP (Groupe d'achats solidaire de l'agriculture paysanne) sont autant de laboratoires d'un *autre monde possible*<sup>32</sup>. Leurs moyens limités les cantonnent à un niveau local, mais ils jouissent en revanche d'une grande liberté qui permet une créativité et des innovations difficiles dans les grosses structures classiques. Leur mise en réseau peut favoriser l'échange de pratiques, la sensibilisation du public et l'interpellation politique.

- 2) **Manifester, revendiquer** : Forums sociaux, Acteurs des temps présents, Patatistes, Collectifs de Travailleurs sans emploi, Via Campesina... ces nouveaux mouvements, sectoriels ou généralistes, tentent d'organiser la résistance, l'interpellation et la solidarité par des actions symboliques, des manifestations de masse, du travail de recherche et de réflexion... Ils ont pour eux la souplesse, la réactivité et la créativité. Leur défi est d'arriver à se faire entendre des décideurs sans être présents dans les structures classiques du dialogue social (politiques/organisations patronales/organisations mutuellistes et syndicales).<sup>33</sup>

<sup>30</sup> Voir le site [www.lesgrossesfortunes.be](http://www.lesgrossesfortunes.be)

<sup>31</sup> Voir le site [www.rwlp.be](http://www.rwlp.be)

<sup>32</sup> Allusion au slogan du Forum social mondial : « Un autre monde est possible ».



### c) Troisième niveau : le politique, l'institutionnel

Les solidarités institutionnelles sont organisées par l'Etat et, chez nous, par les autres niveaux de pouvoir. Elles ne sont donc pas conditionnées par la bonne volonté individuelle ; c'est un rempart de taille contre l'exclusion des plus vulnérables.

Après deux guerres terriblement meurtrières, en 1948, pour concrétiser le « plus jamais ça ! », la Déclaration universelle des droits de l'Homme met la solidarité – et même la fraternité – au premier rang de valeurs qui se veulent universelles : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience **et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.** »

En Belgique, la sécurité sociale concrétise cette fraternité, puisqu'elle tisse de la solidarité entre citoyens et entre générations. Cette solidarité est obligatoire, via les prélèvements sur les salaires et les impôts que paient les entreprises, et nous en bénéficions tous. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler comment est organisée cette solidarité qui est le ciment de notre société.

**La sécurité sociale belge<sup>34</sup> est un système reposant sur la solidarité** entre :

- les travailleurs et les chômeurs ;
- les actifs et les pensionnés ;
- les personnes en bonne santé et les malades ;
- les personnes ayant des revenus et les personnes sans ressources ;
- les familles sans enfants et celles avec enfants ;

Chacun(e), au cours de sa vie, est susceptible de passer d'une catégorie à l'autre ; tantôt nous contribuons plus que nous n'en bénéficions, tantôt c'est l'inverse.

**Cette solidarité est garantie** puisque :

- les actifs doivent payer des cotisations proportionnellement à leurs revenus ;
- un important financement est assuré par l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble des citoyens ;
- les syndicats, les mutualités et les organisations patronales co-décident des diverses modalités du système.

**La sécurité sociale belge assure 3 fonctions :**

- en cas de perte de salaire (chômage, pension, incapacité de travail), elle assure un revenu de remplacement ;

QUAND JE VOIS CE QUE  
JE TOUCHERAI COMME PENSION  
EN TANT QUE FEMME, JE  
ME DIS QUE J'AURAIS ...



PEUT-ÊTRE MIEUX  
FAIT D'ÊTRE FEMME  
AU FOYER...  
DÉCIDÉMENT  
TOUT  
RÉGREASSE ...



33 Envie d'aller plus loin ? voyez la liste des sites internet en fin de document

34 Source : [www.socialsecurity.be](http://www.socialsecurity.be), cité dans « Soins de santé : rechoisir la solidarité », Vivre Ensemble, 2009.

- en cas de certaines «charges sociales» (de frais supplémentaires), telles que l'éducation d'enfants ou des frais de maladie, elle accorde un supplément au revenu ;
- en cas d'absence de tout type de revenu, elle octroie des prestations d'aide sociale.

**L'ensemble du système de sécurité sociale actuel est réparti entre :**

- un régime pour les travailleurs salariés ;
- un régime pour les travailleurs indépendants ;
- un régime pour les fonctionnaires ;

**La sécurité sociale contient aujourd'hui 7 branches :**

- les pensions de retraite et de survie ;
- le chômage ;
- l'assurance contre les accidents du travail ;
- l'assurance contre les maladies professionnelles ;
- les prestations familiales ;
- l'assurance maladie-invalidité ;
- les vacances annuelles.

Un autre fondement de la solidarité institutionnelle est la fiscalité. Non seulement elle finance la sécurité et l'aide sociales – et donc, notamment, les soins de santé –, mais elle assure à tous des services publics de qualité : enseignement, culture, transports, équipements collectifs, protection de l'enfance, etc.

Ces impôts que nous n'aimons pas trop payer sont pourtant « le prix de la civilisation ». Bien sûr, il faut qu'ils soient justes, progressifs par rapport aux revenus et qu'ils portent sur tous les types de revenus, pas seulement ceux du travail... C'est l'un des chevaux de bataille du Réseau pour la Justice fiscale évoqué ci-dessus.<sup>35</sup>

Voilà donc exposés les trois niveaux d'action où l'on peut lutter contre la pauvreté, avec leurs frontières plus ou moins perméables.



## 2. POUR QUELS CHANGEMENTS ?

**On peut aussi mettre l'accent sur le niveau où les changements ont lieu : la vie personnelle, la vie d'autres personnes, les structures de la vie en société.**



**Ma vie personnelle**, c'est mon revenu, mon logement, mon alimentation, ma mobilité, mon épargne, la façon dont je vote, mes priorités de vie, etc. Les changements peuvent concerner la quantité (le montant de mon salaire ou de mon allocation) ou la qualité (dans quelle banque placé-je mes économies, est-ce que je mange des produits locaux ?).

**La vie d'autres personnes :**

elles peuvent être proches (ma famille, des habitants de mon quartier, mes collègues),



moins proches (des personnes vivant la pauvreté en Belgique), ou lointaines (des paysans brésiliens ou des enfants des rues à Guatemala Ciudad).

**Les structures** de la vie en société : la commune, la province, l'Etat, l'Union européenne, l'ONU...



**Les deux approches se combinent :**

Exemples :

- En mangeant moins de viande et en sensibilisant mon entourage immédiat aux dégâts écologiques causés par l'élevage industriel, j'opère un changement au niveau du « moi et mon entourage immédiat », mais pour un changement global, qui concerne toute la planète.
- En donnant de l'argent ou du temps à une maison d'accueil pour sans-abri, j'agis au niveau individuel pour des changements dans la vie d'autres personnes.
- Si je suis ministre, en décidant d'augmenter le montant du Revenu d'intégration, j'agis au niveau des structures et je change la vie des personnes.
- Si je vote pour un parti qui promeut la justice sociale, j'agis au niveau individuel et j'influence les structures collectives.





### 3. DE L'AIDE D'URGENCE AU CHANGEMENT STRUCTUREL

Y a-t-il des actions meilleures que d'autres ? Plus efficaces ? Quels sont les avantages et les limites de telle ou telle action ?

Dans ses critères de choix de projets, Action Vivre Ensemble<sup>36</sup> établit une gradation qui part de l'aide

sociale individuelle et va vers le changement structurel. Sans nier l'importance de l'aide immédiate (colis alimentaires, remise en ordre administrative, logement), Vivre Ensemble encourage les associations à agir de façon communautaire, en faisant participer les personnes concernées et, autant que possible, à agir pour un changement plus profond, qu'il s'agisse de lutter contre les préjugés ou d'obtenir des avancées politiques, du niveau local au niveau global.<sup>37</sup>



Chantal reçoit des colis alimentaires d'une association locale. C'est de l'aide d'urgence, qui lui permet de remplir son assiette et celle de ses enfants pendant la semaine, mais qui ne résout aucun des problèmes qui l'ont amenée à ne plus avoir les moyens d'acheter sa nourriture. **(Aide d'urgence)**

En prenant connaissance de la situation de Chantal, l'association va tenter de l'aider à résoudre ses problèmes : une mise en ordre administrative pour accéder à des allocations sociales, une couverture santé, une école de devoirs ou des aides pour les loisirs de ses enfants,...

**(Travail social individuel)**

Dans le cadre de l'association, Chantal va faire la connaissance d'autres personnes qui vivent des difficultés semblables aux siennes. Autour d'un café, elle va engager la conversation, discuter avec d'autres mamans, retrouver du courage parce qu'elle se sent moins seule et qu'elle a trouvé des personnes à qui parler.

**(Lien social)**

Comme Chantal ne demande qu'à se rendre utile au lieu de ruminer ses problèmes, l'asso-



ciation l'invite à donner un coup de main pour la confection et la distribution des colis. **(Participation)**

En cherchant un logement pour cette famille, l'association va se rendre compte que la commune ne respecte pas le pourcentage de logements sociaux (5%) et d'urgence exigé par la Région wallonne. Elle va donc organiser une pétition et demander un rendez-vous avec le bourgmestre pour faire changer les choses. **(Résistance, changement structurel)**

<sup>36</sup> Action Vivre Ensemble soutient chaque année une centaine d'associations de terrain qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

<sup>37</sup> Sur les critères de choix de projets utilisés par Vivre Ensemble, voir l'analyse « De l'aide individuelle au changement structurel, comment Action Vivre Ensemble choisit ses projets » : <http://www.vivre-ensemble.be/?De-l-aide-individuelle-au>

L'histoire de Chantal est fictive, mais réaliste : elle s'inspire du travail mené par des associations partout en Wallonie et à Bruxelles. Elle montre comment, à partir d'une indispensable aide d'urgence, on peut aller vers une action plus structurelle, qui va améliorer durablement non seulement sa propre situation, mais aussi celle d'autres personnes qui vivent des difficultés similaires. L'action urgente, immédiate, n'est pas « moins bonne » que l'action structurelle. Mais, sans action à long terme, sans changements politiques et économiques, elle devra continuer indéfiniment parce que les causes de la pauvreté ne seront pas résolues.

L'exemple de l'asbl **La Rochelle** (Roux, Charleroi) est très illustratif de cette articulation des niveaux d'action. Les personnes en difficultés peuvent venir y chercher un colis alimentaire et rencontrer un assistant social pour régler leurs problèmes urgents (logement, remise en ordre administrative, allocations, etc.). Cette aide alimentaire est provisoire. Au bout de quelques semaines, la personne est invitée à s'impliquer dans les activités et projets de la maison. Son directeur, **Claudio Marini**, explique :



*« L'expérience de La Rochelle est née de la rencontre des difficultés des personnes, des problèmes matériels, de logement ou de ne pas avoir assez d'argent pour vivre tout le mois. Le principe de base est que les personnes s'impliquent. On n'est pas là pour les servir, on est dans une logique où ils doivent eux-mêmes organiser le service pour se servir eux et servir les autres. »*

*C'est cela qu'on travaille dès le départ, en proposant aux gens de faire petit-à-petit des pas de participation. Une participation à leur échelle, selon ce qu'ils vivent, ce qu'ils sont, mais qui va en grandissant, avec le projet. Et donc on commence dans la maison autour d'une banque alimentaire, autour d'un vestiaire, d'une coopérative alimentaire, on rend des services à la maison. On établit un contrat de confiance : « Nous te faisons confiance, malgré les erreurs que tu as peut-être commises dans ton passé, malgré les problèmes que tu as pu rencontrer, tout ça ne compte plus. A partir du moment où tu franchis la porte, tu es à nos yeux quelqu'un d'important et tu peux faire partie du projet. Tu peux t'approprier ce projet, il est fait pour toi ». La Rochelle, c'est comme une famille. Ça sécurise. Ça permet de se raccrocher. On fait partie d'un groupe, d'une collectivité, on est intégré dans cette collectivité.*

*Et à partir du moment où ce sentiment d'appartenance est fort, on est prêt pour aller au-delà. Pour soi-même, mais aussi pour les autres. Et puis on s'engage un peu plus dans le groupe communautaire, et on se dit : « Tiens, le projet de la maison m'intéresse ». Puis on se rend compte que le projet de la maison, c'est de rencontrer les problématiques que beaucoup d'autres rencontrent ailleurs. « Et si on allait discuter de ces problématiques avec d'autres ? Si on se mettait ensemble pour voir ce qui ne va pas dans la société et comment nous pouvons, nous, apporter des changements ? ». Ça c'est le travail en réseau, et ça va même jusqu'à dire « Dans la communauté locale de Roux, même si nous sommes des personnes qui ont des difficultés à s'intégrer, nous pouvons apporter, vraiment, beaucoup à la communauté locale et en même temps recréer le tissu social dans cette communauté ».*

(Claudio Marini, dans « Que serais-je sans droits ? », vidéo, Vivre Ensemble, 2003.)



C'est ainsi que les membres de La Rochelle se sont mobilisés contre les coupures de gaz et d'électricité en cas de défaut de paiement, participent aux activités festives du quartier, ont mis en place un potager collectif sur un ancien terrain de football. Un potager

aujourd'hui ouvert aux habitants du quartier. La Rochelle est aussi une association très active au sein du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Même si l'on agit sur le terrain, dans l'aide immédiate, par exemple en récoltant et en distribuant des vivres, il est important d'être conscient que d'autres types d'action sont nécessaires pour aider efficacement. Être conscient que les situations rencontrées ne sont pas le fruit du hasard, d'une faute personnelle ou de la malchance, qu'elles résultent de priorités et de décisions politiques à différents niveaux de pouvoir. C'est en tentant d'influencer ces décisions politiques que les choses pourront changer à long terme. Sinon, les acteurs de terrain se sentiront rapidement découragés, comme Sisyphe obligé de pousser sans cesse le même rocher vers le sommet de la montagne.

### Chaque action compte...

On a souvent un sentiment d'impuissance face à la pauvreté et aux injustices sociales. Quand on s'engage, que ce soit par un don ou par du bénévolat, on peut avoir le sentiment d'essayer de vider l'océan avec une cuiller, d'être une minuscule fourmi dont le travail semble insignifiant et inutile face à l'ampleur des problèmes. On peut aussi, au contraire, vouloir tout faire, ou en tout cas en faire trop, car on se sent obligé de répondre à tous les appels, toutes les sollicitations, par exemple. Et si l'équilibre dans l'action était possible ?

*« Moi, je suis facilement prise par l'activisme. L'action en soi me passionne. Agir, c'est être. C'est sortir de ses limites et combler le néant, l'anesthésier, ne plus y être confronté. L'ampleur et l'intensité de l'action donnent un sentiment de puissance, l'impression d'avoir, comme les statues hindoues, plusieurs bras pour combattre. On croit pouvoir tout résoudre et répondre à tous les appels, on se sent créateur de vie, on remet des gens debout, on jugule la mort ! J'ai voulu transformer la planète comme un dieu qui réforme le monde. Mais c'était un leurre car, bientôt, je ne me suis trouvée que devant le désenchantement. Tout à coup, on s'aperçoit que la somme des actions n'arrivera jamais à supprimer la misère du monde, qu'elle ne touche jamais qu'une infime partie de l'humanité. Ce désenchantement, s'il n'est pas amer, est nécessaire. Il met dans la vérité. Il est juste et bon d'agir, mais il est bon aussi de se rendre compte des limites de l'action et d'accepter de n'être qu'humain, fini. Le cercle infernal est alors brisé, le cercle du perfectionnisme, le cercle de la course aux résultats, à l'efficacité. Vient alors l'action équilibrée, sereine, qui a renoncé à l'idéalité. »*  
(Sœur Emmanuelle)

Pas facile, même pour une *star* du dévouement aux plus pauvres comme Sœur Emmanuelle, de trouver le juste équilibre entre le « je veux tout faire » et « je ne peux rien faire ». Prendre conscience que l'action est nécessaire à tous les niveaux, que la Sécurité sociale est aussi importante que la main tendue ou le sourire, la loi votée aussi utile que le temps passé à faire réfléchir quelqu'un aux préjugés qu'il véhicule... que c'est l'ensemble de toutes les actions, à tous les niveaux, qui fait reculer la pauvreté et les injustices. C'est l'objectif poursuivi par Vivre Ensemble comme par de nombreuses associations.



## 3<sup>E</sup> PARTIE - CONTRE LA PAUVRETÉ, ILS ET ELLES CHOISISSENT D'AGIR



Dans cette dernière partie, nous partons à la rencontre d'hommes et de femmes, jeunes ou moins jeunes, qui ont choisi de s'engager pour une société plus juste, contre les inégalités et la pauvreté. Dire qu'ils ont choisi n'est peut-être pas tout à fait correct : pour eux, l'engagement va de soi. Ils sont « tombés dedans quand ils étaient petits », ou bien il s'est imposé à eux peu à peu, au gré des circonstances, comme une évidence, une source d'équilibre. Plus qu'une activité ponctuelle ou parallèle, c'est un engagement de toute leur personne au service d'une cause qui a du sens pour eux.

La définition que donne Jean Ladrière de l'engagement vient à point nommé pour évoquer ceux et celles que vous allez découvrir dans les pages qui suivent.

« *La conduite d'engagement est un type d'attitude qui consiste à assumer activement une situation, un état de choses, une entreprise, une action en cours. Elle s'oppose aux attitudes de retrait, d'indifférence, de non-participation. Elle doit, bien entendu, se traduire par des actes, mais, en tant que conduite, elle ne s'identifie à aucun acte particulier, **elle est plutôt un style d'existence**, une façon de se rapporter aux événements, aux autres, à soi-même* ». <sup>38</sup>

### 1. VOLONTAIRE DANS UNE ASSOCIATION

Pour agir contre la pauvreté, conscient que « les petits ruisseaux font les grandes rivières », on peut bien sûr agir individuellement : faire un don à une association, donner une pièce ou un billet à un sans-abri... Il y a des regards, des sourires, des mains tendues qui rendent l'espoir à des hommes ou des femmes qui ne comptaient plus pour personne.

Pour une lutte plus efficace, il vaut mieux s'y mettre à plusieurs. On peut par exemple rejoindre une association existante. Beaucoup de volontaires se mettent ainsi au service d'un projet collectif, avec des personnes qui ont de l'expérience, qui disposent des contacts nécessaires pour que l'action soit efficace.

C'est ce qu'a fait Adrien de Vreese en rejoignant la Conférence Saint-Vincent-de-Paul de sa commune. Son implication a bien vite pris de l'ampleur.

38 Jean Ladrière, «Engagement», <http://www.universalis.fr/encyclopedie/engagement/>

## Adrien De Vreese

*J'ai 45 ans, je suis père de famille nombreuse et je suis originaire du Brabant wallon. Je viens d'une famille où l'on ne connaît pas la pauvreté. Mes parents n'étaient pas particulièrement engagés au niveau social.*

*C'est le scoutisme qui m'a appris le service, d'abord comme animé, puis comme animateur. J'ai notamment rejoint l'équipe de la Fédération qui s'occupait de développer le scoutisme dans les milieux défavorisés et immigrés. Cela s'appelait « Camp pour tous ». J'ai aussi été chef louveteaux dans une cité sociale près de chez moi.*

*L'école aussi m'a ouvert au service : j'étais interne dans un collège où, le mercredi après-midi, les activités sociales étaient obligatoires. Je me souviens que j'allais rendre visite à une vieille dame et que je trouvais ça plutôt sympathique.*

*Ensuite, j'ai fait des études d'ingénieur en mécanique, puis j'ai commencé à travailler, je me suis marié et quand nous avons eu des enfants, j'ai laissé tomber mes engagements sociaux, par manque de temps.*

*Professionnellement, je m'occupe de la sécurité des travailleurs dans une entreprise automobile. Il y a donc un côté social dans mon boulot.*

*Un jour, en 2004, un volontaire de la Société de Saint-Vincent-de-Paul a lancé un appel aux bénévoles à la fin de la messe [je suis un chrétien partiellement pratiquant]. Je me suis présenté et, un an plus tard, on m'a proposé d'être président. Heureusement, j'ai autour de moi une super équipe : comme je travaille, on se partage le boulot. J'ai aussi accepté des responsabilités dans la Société St-Vincent-de-Paul au niveau belge, dans le groupe « formation et spiritualité ».*

La société Saint-Vincent-de-Paul est une association de laïcs catholiques qui apporte une aide morale et matérielle aux personnes qui sont dans le besoin. Les Conférences sont les cellules locales de la société et sont en général enracinées dans une paroisse. Elles sont composées de bénévoles qui apportent une aide de proximité aux personnes qui font appel à elles : écoute, réconfort, orientation vers les services adéquats, aide matérielle. [www.vincentdepaul.be](http://www.vincentdepaul.be)



*Quand j'ai commencé, on ne faisait que de l'aide de première ligne, comme les colis alimentaires. Puis, au sein du comité qui gère la cellule locale, il y a eu des réflexions sur ce qu'on pourrait faire d'autre. De par mon âge, j'apportais un regard neuf. Il faut dire que l'immense majorité des bénévoles de Saint-Vincent-de-Paul sont des personnes retraitées et que les jeunes comme moi sont plutôt rares dans les Conférences. Résultat : quelques années plus tard, on se retrouve avec une association qui fait beaucoup d'autres choses que de l'aide de première ligne. Nous avons notamment récupéré un bâtiment inutilisé de la paroisse pour y aménager trois logements de transit pour des personnes en situation familiale difficile ou expulsées pour insalubrité. C'est un projet de longue haleine, qui a commencé en 2007 (notamment avec l'aide de Vivre Ensemble) et qui se termine maintenant par l'ouverture de ces trois logements. Nous avons d'excellentes relations avec le CPAS : c'est lui qui gère et attribue les trois logements.*

*Autre exemple : une bénéficiaire, qui est aussi bénévole (il y en a beaucoup, chez nous !), s'y connaît un peu en coiffure et a ouvert un espace coiffure. Il y a aussi notre potager solidaire, pour lequel le hasard – ou la Providence ! – a bien fait les choses : en deux mois, nous avons rencontré un nouveau bénévole passionné de jardinage, qui proposait de mettre ses compétences à notre disposition, et une personne qui a mis un terrain inutilisé à notre disposition. Depuis 2013, les bénéficiaires qui le souhaitent viennent deux fois par semaine cultiver des légumes qu'ils pourront emporter. Les surplus sont distribués avec les colis alimentaires.*

*Je suis convaincu qu'on ne peut pas lutter contre la pauvreté en travaillant seulement à court terme. C'est important d'interpeller le monde politique et de travailler avec lui. C'est ainsi qu'en 2007, avec Vivre Ensemble, on a organisé une représentation de la pièce « Revenez Lundi », suivie d'un débat politique avec les représentants locaux des partis. La pauvreté est assez présente dans notre commune, Lessines, et à la fin du débat, tout le monde était*

*d'accord de se bouger. On a proposé de lancer une plate-forme de coordination sociale, comme il en existe dans beaucoup de communes, et qui réunit tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté, qu'ils soient institutionnels ou associatifs.*

*En 2008, le plan de Cohésion sociale a été lancé par la Région wallonne et je suis devenu vice-président de la commission d'accompagnement. Ce sont des réunions avec tous les acteurs sociaux, où on choisit les actions prioritaires à mettre en place grâce aux subsides.*

*Pour moi, l'engagement bénévole dans le service fait partie de ma vie de chrétien, mais c'est aussi une question d'équilibre, d'avoir ce type d'activité à côté de la famille et du travail. Ces trois pôles apportent des choses différentes. Mon épouse est aussi engagée, mais dans d'autres associations, notamment les mouvements de jeunesse. Bien entendu, il faut se garder des rendez-vous pour deux et pour la famille.*

*J'ai beaucoup appris grâce à ce bénévolat, parce que la particularité de St-Vincent, c'est la rencontre et le dialogue avec des gens qui sont dans la pauvreté. En attendant leur colis, les gens peuvent prendre un café, manger un morceau, et nous sommes là pour discuter avec eux. C'est important parce qu'on se rend compte qu'il y a des personnes qui se retrouvent vraiment très isolées par la pauvreté. Ces rencontres m'ont permis de me rendre compte de la difficulté de tenir le coup avec peu de moyens. Par exemple, les mamans qui sont seules avec deux enfants, au chômage ou malades, doivent déployer une énergie folle pour garder la tête hors de l'eau, par rapport à des mamans qui ont un travail. Evidemment, les clichés comme « trouver du boulot, quand on veut, c'est facile » ne tiennent pas longtemps quand on va à la rencontre des gens. J'ai aussi constaté la difficulté de sortir de la pauvreté quand on est issu d'une famille pauvre. Cette pauvreté qui se transmet de génération en génération est particulièrement révoltante.*

*Ces dernières années, nous voyons le nombre de familles bénéficiaires augmenter. Depuis 2008, on voit aussi arriver des gens qui travaillent et qui, malgré cela, n'arrivent pas à s'en sortir. Nous voyons de plus en plus de jeunes, aussi.*

**Contre la pauvreté, je choisis** d'être disponible pour écouter les personnes sans les juger. Parfois on a la tentation d'avoir la baguette magique pour résoudre les problèmes. Ce n'est pas toujours possible. Par contre, quand les gens viennent chercher un colis, ils prennent une tasse de café, on est disponible pour écouter.

**Aux politiques, j'ai envie de dire :** la pauvreté devrait être inacceptable au XXI<sup>e</sup> siècle, parce qu'il y a les moyens pour la combattre, et il ne faudrait pas grand-chose pour y arriver.

**Au public, j'ai envie de demander :** de chercher à comprendre plutôt que de juger.

## 2. SIMPLE CITOYENS, ILS ONT CRÉÉ UNE ASSOCIATION

A l'origine des associations, on trouve souvent une personne, simple citoyen-ne, qui, un jour, a été confronté-e à une situation de détresse ou d'injustice. Après une première action ponctuelle, elle a décidé de la reproduire et de la structurer pour qu'elle soit utile à d'autres personnes.

**Mathy Heirman**, retraitée de Braine-l'Alleud, a simplement répondu présente à un appel lancé par le curé de la paroisse qui ne parvenait plus à faire face à toutes les demandes d'aide qui lui étaient adressées. Ce fut le début du « P'tit Maga » qui, 10 ans plus tard, aide encore des familles à manger tout au long du mois avec leur trop petit budget... Pour elle, l'engagement, c'est génétique...



**Mathy Heirman, présidente du « P'tit maga » à Braine-l'Alleud.**

*« Depuis que nous sommes mariés, il y a 46 ans, nous sommes engagés dans un tas de mouvements et d'associations : les mouvements de jeunesse, où nous nous sommes connus, la paroisse, où nous avons été catéchistes, Mariage-Rencontre... pour nous c'est une évidence depuis toujours, c'est ce qui nous a rapprochés au départ, d'ailleurs. Déjà mes parents étaient très actifs dans notre paroisse.*

*En 2004, le curé<sup>39</sup> a interpellé l'équipe paroissiale parce qu'il recevait de plus en plus de demandes d'aide matérielle auxquelles il n'arrivait plus à faire face. La secrétaire paroissiale prenait les adresses des personnes qui venaient et nous nous rendions à leur domicile, pour les rencontrer, leur apporter un colis alimentaire et voir avec elles comment nous pouvions les aider.*

*Au bout de trois ans, mon mari et moi, on s'est dit qu'il fallait changer notre façon d'agir. On trouvait ça un peu « facile » de recevoir un colis à domicile, sans avoir rien à faire. Je viens d'une famille de huit enfants ; mes parents nous ont toujours incités à nous débrouiller, à sortir de chez nous, à aller vers les autres quand nous avons besoin de quelque chose. L'idée d'une épicerie sociale a émergé et je me suis mise à la recherche d'un local.*

*C'est le président du CPAS qui nous l'a trouvé, en plein centre de Braine-l'Alleud. A l'époque, nous aidions 14 familles. Nous étions trois couples, et nous mettions à tour de rôle 100€ dans une cagnotte pour acheter des vivres que nous vendions à moitié-prix, une fois par semaine, le jeudi. Nous avons aussi lancé des appels via la paroisse, le quartier... Peu à peu, nous avons cherché et reçu des appuis du Rotary Club, de la banque où je travaillais avant, de la Fondation Roi Baudouin... et de donateurs qui nous faisaient un ordre permanent.*

*Chaque année, à l'approche de Noël, nous récoltons des vivres via les écoles, les mouvements*



*de jeunesse et c'est à chaque fois un grand succès, qui nous permet de ne plus acheter de vivres non périssables pendant trois mois. Nous participons aussi à des brocantes, pour renflouer un peu la caisse. Nous recevons d'un supermarché des fruits et*

*légumes frais qui ne peuvent être vendus (un filet d'oranges dont une est moisie, par exemple) et nous les distribuons gratuitement.*

*Depuis 2004, 204 familles sont passées par chez nous. Les gens sont envoyés soit par le CPAS, soit par les sociétés Saint-Vincent-de-Paul, soit par d'autres voies, comme une aide-familiale, par exemple.*

*Notre idée principale, c'est que chacun fait un pas vers l'autre. Aujourd'hui, nous achetons chaque mois pour 2200 euros de marchandises. Deux boulangeries nous offrent leurs invendus le mercredi soir, ce qui nous permet d'offrir un petit-déjeuner convivial aux personnes qui viennent au « P'tit Maga » le jeudi matin. Elles peuvent y passer la matinée si elles veulent, même si elles n'achètent rien. Chaque semaine, 15 bénévoles sont présents pour s'occuper du magasin, mais aussi pour être là, disponibles pour écouter et pour parler avec les gens.*

*Depuis peu, nous refaisons des visites à domicile, ce qui nous permet un contact plus personnel qu'au magasin. C'est aussi l'occasion de se rendre compte des conditions de vie des gens, et de ce dont ils ont besoin en termes de mobilier, notamment. En lançant des appels autour de nous, nous trouvons toujours ce qui manque, gratuitement.*

*Aujourd'hui, je me prépare à passer le flambeau à la relève, qui est là et qui a de très bonnes idées. J'ai 72 ans et j'ai beaucoup donné. Je voudrais consacrer un peu plus de temps à mon mari qui a de gros problèmes de santé. »*

### **Contre la pauvreté, je choisis de...**

Aller à la rencontre de l'autre, avec une idée de partage, de compréhension, de tendresse. Je n'étais pas comme ça avant, je jugeais beaucoup plus. La cigarette, la télé, le GSM, même l'alcool, je comprends qu'on en ait besoin quand on n'a plus rien d'autre. Parce que j'ai découvert aussi combien la pauvreté isole : on ne sort plus, on n'invite plus chez soi... Je vois bien et j'admets maintenant que les priorités que nous avons ne sont pas les mêmes que celles de ceux qui vivent dans la pauvreté.

**Aux politiques, je voudrais dire...** au niveau communal, nous n'avons aucune reconnaissance, c'est comme si nous n'existions pas. Pour notre bourgmestre, l'important est que les pauvres aillent vivre loin du centre-ville. Pour le reste, ils ne l'intéressent pas. Les CPAS ne sont pas outillés pour faire face à toutes les situations : que peut-il pour ce jeune homme sans-papiers qui vit depuis 4 ans en Belgique et n'a pas de logement ?

**Au public, j'ai envie de dire :** d'être plus attentif à l'autre, d'aller à la rencontre de ceux qui vivent dans la pauvreté pour mieux les connaître, pour savoir comment et pourquoi ils en sont arrivés là. Et puis il faudrait parler un peu plus de toutes les belles choses qui se font, toutes les initiatives de solidarité. Je reçois tous les jours des dons pour le P'tit Maga, parfois de très belles choses. Les gens de mon quartier font preuve de beaucoup de solidarité. On parle des catastrophes, des crimes, mais on ne dit pas assez ces petits gestes qui sèment des petites étoiles, de la tendresse...

### **Marie-Noëlle de Schoutheete, Convivial<sup>40</sup>**

C'est une rencontre qui a incité Marie-Noëlle à s'engager ; d'abord individuellement, puis, de fil en aiguille, en créant une association.



*Rien ne prédestinait Marie-Noëlle de Schoutheete à fonder une association. Tout a commencé lorsqu'elle rencontre Florida, jeune femme rescapée, avec ses quatre enfants, du génocide rwandais. Elle*

*l'accueille dans sa maison, le temps de lui trouver un logement, et c'est le début d'une belle et longue histoire d'amitié. Les quatre enfants de Marie-Noëlle se poussent pour faire de la place aux enfants de Florida, une femme discrète, humble, en souffrance et qui avait mal à son peuple. Après Florida, d'autres familles viennent trouver refuge chez elle, et de fil en aiguille, la solidarité s'organise, des réseaux se créent, et de familles aidées en familles sauvées, la fondation d'une association devient tout à fait évidente.*

*La solidarité, Marie-Noëlle en connaît les bienfaits. Lorsque son mari décède après neuf années de mariage et qu'elle se retrouve seule avec ses quatre enfants, dans un profond désarroi, elle trouve autour d'elle des gens prêts à l'aider, à la soutenir, à la porter avec bienveillance et chaleur humaine. C'est la solidarité qui l'a sauvée et elle cite Maurice Bellet : « Au moment où il ne reste rien, il reste ça : être humain envers les humains ».*

*C'est donc cette humanité qu'elle veut relayer auprès de ceux qui arrivent chez nous, pauvres comme Job, ceux qui ont tout perdu : leur pays, leurs biens, la confiance qu'ils avaient en eux et celle qu'ils pouvaient faire aux autres.*

*Lorsqu'il s'agit de trouver un nom à cette association, c'est le mot « convivial » qui s'impose, comme un projet mais aussi un défi quotidien à relever.*

*C'est avec les réfugiés eux-mêmes que la solidarité s'organise. Aujourd'hui 70 permanents, 20 bénévoles, 25 nationalités différentes, offrent de multiples services aux candidats réfugiés.*

*A mesure que les besoins se présentent, les solutions originales se dessinent : comme ce réseau de « propriétaires sympas » disposés à louer un logement pour quelques mois à des réfugiés, le temps de stabiliser leur situation.*

*Mais le véritable défi est de parvenir à créer des solidarités dans la population belge, que des Belges puissent inviter chez eux, à l'occasion d'un repas de fête par exemple, une famille de réfugiés, pour apprendre à se connaître, pour ne plus avoir peur, pour sortir des clichés qui font tant de mal, pour regarder l'autre dans les yeux et qu'il se sente être à nouveau quelqu'un.<sup>41</sup>*

*Aujourd'hui que l'association a pris de l'ampleur, Marie-Noëlle s'est retirée, laissant la place à une nouvelle génération solidaire. Pour se reposer ? Un peu, mais pas trop : « J'ai repris des études en anthropologie, et je termine un mémoire sur les facteurs de résilience des Rwandais rescapés du génocide de 1994. Je suis aussi engagée comme mentor pour de jeunes chercheurs d'emploi au sein de l'association Duo For a Job<sup>42</sup> ». Et Florida est restée une amie proche. Elle donne aujourd'hui des cours de français dans une association.*

**Contre la pauvreté, je choisis de...** réfléchir avec des personnes précarisées, de voir leurs potentiels, de leur faire confiance et de les valoriser en construisant avec elles un ou des projet(s) qui répond(ent) précisément à leurs besoins.

**Aux politiques,** j'ai envie de dire/de demander : Ayez le courage de vos convictions, l'audace de projets nouveaux. En prenant vos décisions, n'oubliez jamais qu'en tant qu'humains, nous sommes tous définitivement interdépendants et donc solidaires.

**Aux lecteurs, au grand public, j'ai envie de dire, de demander :** Avez-vous déjà vécu au moins une vraie rencontre avec quelqu'un qui vous paraît différent parce qu'il n'a pas la même culture d'origine, ou le même niveau social, économique ou intellectuel ? Si oui, qu'est-ce que cette ou ces rencontre(s) a ou ont transformé dans votre vision de la réalité et votre vie concrète ? Si non, n'hésitez pas, ayez l'audace de vous enrichir...

### 3. MILITANTS PROFESSIONNELS

Pour certains, la lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale est un métier, ils y consacrent le plus clair de leur temps. Ce sont les « **militants professionnels** ». Ils sont en général « tombés dedans » quand ils étaient petits, ou jeunes en tout cas. La justice sociale est leur raison de vivre, ils ne comptent pas leurs heures.

Parmi eux,

#### **Agnès Derynck, fondatrice et directrice du GAFFI**

*« Je suis née dans un petit village de Flandre, la troisième de quatre enfants. Mes parents étaient des agriculteurs pauvres, peu instruits. A l'époque, on émigrerait pour fuir la pauvreté. C'est ainsi qu'une partie de la famille de ma mère (ils étaient 13 enfants !) s'est établie au Canada. Assez jeune, j'ai été confrontée, avec mes frères et sœurs, à la maladie de mes parents : mon père souffrait de la maladie de Parkinson et, quand j'avais 11 ans, ma mère a eu le tétanos, qui l'a laissée en partie paralysée. Très tôt, nous avons donc dû prendre des choses en charge à la maison, et travailler très jeunes pour subvenir aux besoins de la famille. Heureusement, il y avait une grande solidarité dans le village. Ma mère était active dans l'équivalent flamand de l'ACRF.<sup>43</sup> Nos parents voulaient qu'on fasse des études, pour qu'on ne vive pas comme eux. Ma grande sœur, mon aînée de 14 ans, a d'ailleurs été la première fille du village à faire des études. Mais quand j'ai eu 14 ans, âge de la fin de la scolarité obligatoire, par manque de moyens, mes parents voulaient donner la priorité à mon jeune frère. Les garçons d'abord... J'ai donc dû me battre pour continuer à aller à l'école et poursuivre des études, que j'ai financées en travaillant. Je n'ai par contre pas pu choisir mon orientation, et je me suis retrouvée à faire un régendat en coupe-couture – ce qui, soit dit en passant, m'a bien servi par la suite.*

*Une fois mon diplôme en poche, sans en parler à mes parents, j'ai effectué des démarches pour partir comme enseignante volontaire au Congo. Quand mes parents l'ont su, mon père a laissé faire ; ma mère était fâchée, mais elle m'a quand même accompagnée à l'aéroport, tout en*

41 D'après L'Appel, mars 2007.

42 Association bruxelloise. Site internet : [www.duoforajob.be](http://www.duoforajob.be)

43 Action catholique rurale des femmes





me disant jusqu'au dernier moment qu'il était toujours temps de renoncer... Ma motivation, c'était de passer aux actes, dans la mouvance de 1968 où on voulait changer le monde. A cette époque, partir était toute une aventure : on ne connaissait rien de l'endroit où on allait débarquer, il n'y avait pas moyen de téléphoner, le courrier mettait des mois à arriver... Sur place, j'ai donné des cours de couture à des jeunes femmes, j'ai participé à la formation de futurs instituteurs. Tout de suite, j'ai voulu vivre avec les gens. Les autres Européens me regardaient de travers, parce que je vivais dans les bidonvilles de Kinshasa, alors qu'eux habitaient les beaux quartiers et avaient un boy. J'ai appris la langue, j'ai habité avec deux filles de Bukavu qui venaient comme moi de terminer leurs études et travaillaient dans la même école que moi pour faire vivre leur famille à distance. Je me suis intégrée dans un groupe de réflexion de jeunes à l'université, j'ai participé à leurs manifestations contre le régime de Mobutu... j'ai même été arrêtée, le temps pour la police de contrôler mes relations et mes activités... Les Congolais me surnommaient « la blanche mais de chez nous ». Pour finir, il était trop dangereux pour moi de rester et, au bout de deux ans, on m'a conseillé de quitter le pays.

A mon retour en Belgique, j'ai entrepris des études d'assistante sociale à Courtrai, tout en nettoyant des cafés le matin et en donnant des cours de couture à des dames « bien » pour payer mes études et mon kot. Puis j'ai fait mon stage à Bruxelles... et j'y suis restée. C'était à la Maison de quartier Joseph Swinnen, dans le quartier nord. J'ai participé au combat contre la destruction de cette zone, où les maisons ont laissé la place à l'immeuble WTC et autres. Dans cette maison de quartier, j'ai donné des cours d'alphabétisation à de jeunes hommes immigrés. Par la suite, on a organisé des cours de français et de couture pour les femmes.

A la fin de mes études, j'ai travaillé quelque temps comme téléphoniste à Caritas, puis au Centre El Kalima, mais à mi-temps parce que je voulais continuer à travailler bénévolement à la maison de quartier. Je vivais avec trois fois rien, je gagnais l'équivalent de 300 euros par mois.

Ensuite, j'ai été contactée par Paul Lauwers, doyen de Schaerbeek, pour coordonner Culture

et développement, un réseau d'associations qui avait vu le jour un peu plus tôt, au début des années 70. Pour l'autre mi-temps, j'ai commencé à donner des cours à des jeunes filles immigrées qui venaient d'arriver en Belgique, notamment dans le cadre du regroupement familial.

En octobre 1974, je commence à donner ces cours de couture à de jeunes mamans, dans un local paroissial de la rue de Potter. Déjà à l'époque, nous partions des demandes des femmes : elles voulaient des cours, mais nous organisions aussi ensemble des excursions, des sorties au cinéma, un club des jeunes filles le samedi matin, où les adolescentes pouvaient parler librement de leurs préoccupations... Ce qui m'animait, c'était mon féminisme, l'envie de faire quelque chose pour ces femmes qui débarquaient en Belgique sans rien en connaître, sans parler le français, qui regardaient la ville et la vie de derrière leur fenêtre... On n'avait pas d'argent pour mener nos activités, donc on récupérait des restes de tissu, on confectionnait des vêtements d'enfants qu'on revendait au magasin Oxfam du quartier. On se débrouillait, on inventait nos projets au fur et à mesure.

À l'époque, la pauvreté était moins frappante, moins prégnante qu'aujourd'hui. Il y avait de l'avenir, de l'espoir. Quand le mari travaillait, la famille pouvait s'en sortir avec un salaire. Le problème, c'était plutôt le choc culturel : avec la société belge, mais aussi entre les différentes cultures en présence. Il y avait des Turcs, des Arméniens chrétiens... cela posait des difficultés pour vivre ensemble. Pourtant, le dialogue a pu se faire, parce qu'on était avant tout des femmes, avant d'appartenir à telle ou telle culture, telle ou telle religion.

La deuxième année, on a ouvert une école de devoirs. Aujourd'hui, tout ça paraît évident, mais à l'époque ça ne l'était pas. Il y avait des cours prévus pour les hommes, mais très peu de choses étaient organisées pour les femmes et pour les enfants.

C'était les débuts du GAFFI (pour Groupe d'animation et de formation des femmes immigrées). Grâce à l'atelier couture et à un magasin de seconde main que nous avons ouvert, des femmes ont trouvé du travail. Nous faisons de l'insertion socioprofes-

sionnelle avant l'heure. Notre objectif premier était et reste, emploi ou pas, de renforcer la confiance en soi, de donner aux femmes des outils pour fonctionner et devenir autonomes. J'ai eu récemment l'occasion de lire des témoignages de quelques femmes qui fréquentaient le GAFFI à ses débuts. L'une a ouvert son propre centre d'alphabetisation, une autre travaille au ministère des Affaires étrangères, une autre encore est responsable de l'équipe des femmes de chambre dans un grand hôtel à Evere... Elles nous disent : « Vous nous avez vraiment soutenues. On n'avait pas – nos familles ne nous donnaient pas – d'autre projet que de se marier et d'avoir des enfants. » En fait, ce n'est pas l'apprentissage du français qui les a marquées, mais la rencontre, l'échange, la construction de projets communs.

Aujourd'hui, le GAFFI est reconnu comme association d'insertion socioprofessionnelle (ISP) et d'éducation permanente (EP) et subsidiée en conséquence. C'est bien, mais c'est aussi un poids, parce qu'on est sans cesse contrôlé, et je croule sous une tonne de travail administratif qui me coupe du terrain. On doit montrer des résultats, des chiffres – et je ne suis pas contre, sauf que ça étouffe la créativité. En tant qu'association, on est comme les gens que nous accompagnons, et comme beaucoup de personnes dans la société : obsédés par la survie, par le résultat. On n'a plus le loisir de prendre de la distance, de poser un regard critique sur les choses, d'être créatifs. Et je crois profondément qu'un être humain doit pouvoir rêver, créer, inventer et se mettre avec d'autres pour être en équilibre.

Cette liberté qu'on a perdue en devenant une association de trente employés dépendant de subsides réapparaît aujourd'hui dans de petites associations qui travaillent sans beaucoup de moyens, mais qui font ce qu'elles veulent, comme les répar'café, « Le Début des Haricots », etc. C'est une mouvance très prometteuse, qui me rend optimiste. Sauf qu'elle concerne surtout des gens qui ont un certain niveau de vie. Les gens qui vivent dans la pauvreté, ils veulent surtout tenir la tête hors de l'eau, trouver un emploi.

Aujourd'hui, j'ai des problèmes de santé, je voudrais passer le relais, mais cela ne se fait pas sans difficultés. Mais je sais que je dois un peu m'occuper de moi, et pas toujours des autres... »

**Contre la pauvreté, je choisis...** de marcher à côté des gens, d'être avec eux, mais surtout pas de les aider d'en-haut. La pauvreté, je l'ai vécue. Mes parents nous disaient : « vous n'êtes pas moindres que les autres ». J'ai appris énormément avec les gens qui vivent dans la pauvreté. On devrait plus les écouter. Aujourd'hui, on revient vers le caritatif, et je suis très mal à l'aise avec ça, avec cette aide qui vient d'en haut. Je déteste devoir faire de la récolte de fonds auprès des entreprises, par exemple via leurs fondations. Pourquoi les pouvoirs publics ne les taxent-ils pas pour redistribuer eux-mêmes cet argent ?

**Ce que j'aimerais dire aux politiques :** Soyez à l'écoute des besoins du terrain, donnez la priorité à des choses aussi importantes que l'école – ce n'est pas normal qu'il n'y ait pas assez d'écoles ! – et consacrez moins d'énergie aux problèmes communautaires, qui amènent de la division alors qu'on a besoin du contraire !

**Ce que j'aimerais dire au public :** Décloisonnez, sortez de votre bulle, créez des contacts entre différents mondes, mettez les gens en lien, même au niveau des quartiers. Rencontrez-vous, et en vous connaissant mieux les uns les autres vous surmonterez les préjugés.

## 4. S'ENGAGER AU QUOTIDIEN

Sans être des professionnels de l'aide sociale, des hommes et des femmes qui ont un métier, poursuivent des études, consacrent une partie parfois importante de leur temps libre à aider, agir, militer, sensibiliser. Ils le font parce que cela correspond à leurs valeurs, à leur vision du monde, parce que cela ajoute du sens à leur vie, surtout quand leur métier ne les comble pas de ce point de vue. Martin Wuidard est étudiant. S'engager contre la pauvreté et les injustices, c'est pour lui une évidence.

## **Martin Wuidard : l'engagement, une manière d'exister**

*J'ai 23 ans, je suis bachelier en sciences humaines (option sciences de l'éducation) à l'ULG. Je viens de terminer un master en sciences de la population et du développement.*

*J'ai toujours eu un sentiment de révolte en moi devant « l'ordre établi » et devant la légitimité de l'autorité de la société ou des autres sur moi, mais c'est seulement pendant mon cursus universitaire et surtout mon stage de 1er master chez Alter'actifs<sup>44</sup> que j'ai trouvé un tas de propositions d'alternatives et des ressources qui m'ont permis de comprendre et mettre des mots sur ma « révolte » personnelle. Je pense que certains outils sont indispensables afin de comprendre comment le monde tourne, pour qui et dans quel but.*

*Mon engagement est surtout orienté par une vision globale : que puis-je faire ici et maintenant (et à tout moment) pour me détacher du système capitaliste et pour le changer ? Mon action est locale, au niveau personnel, et en collectivité pour lutter contre les injustices omniprésentes dans notre société. Cela peut être aussi bien lire et déconstruire un système de pensée et de stéréotypes, cultiver un potager, que recouvrir des publicités de messages incitant à réfléchir, sensibiliser à la condition des sans-papiers, en bref tout ce qui remet en cause les mécanismes de domination de l'être humain par lui-même mais également la proposition d'alternatives !*

*Je n'étais pas volontaire dans une association avant de choisir mes études même si je connaissais déjà certains aspects de la solidarité internationale et associations comme Entraide et Fraternité, Oxfam et le CNCD entre autres...*

*Je vois l'engagement comme une manière d'exister, pas du point de vue physique ou aux yeux des autres ; simplement, selon moi, l'existence n'aurait pas de sens sans essayer d'y insuffler un caractère plus juste dans tous ses aspects, surtout lorsque je constate que c'est l'être*

*humain qui s'enferme lui-même derrière une tonne de barrières et de normes sociales. Selon moi, le capitalisme est par essence destructeur de l'humain et de la nature et il convient de lutter contre ses causes et conséquences.*

*Mon action contre la pauvreté, je la situe à tous les niveaux – individuel, collectif, politique – parce qu'il suffit parfois d'une seule phrase ou remise en question pour ouvrir une brèche, que ce soit au niveau de l'entourage, au niveau associatif et/ou politique. Un simple geste peut être éminemment politique si on prend en compte toutes les dimensions sur lesquelles il a une influence, aussi minime soit-elle. Réfléchir et remettre en cause, c'est déjà résister !*

*En résumé, je tente de proposer une alternative au sens que le capitalisme donne (impose) à nos existences. La recherche d'alternatives est très importante pour moi car je ne crois pas au système politique de la démocratie représentative nous martelant sans cesse qu'il n'existe justement pas d'alternative à la course à la croissance et aux récentes cures d'austérité imposées à des populations entières. A partir du moment où les intérêts des politiciens sont électoralistes et qu'une fois élus, ils sont dirigés par une minorité très puissante financièrement, il faut mettre à l'avant les alternatives de société.*



<sup>44</sup> Alteractifs est le groupe des jeunes engagés dans les actions de sensibilisation et de mobilisation de Vivre Ensemble et Entraide & Fraternité. Voir leurs site [www.alteractifs.be](http://www.alteractifs.be)

**Contre la pauvreté, je choisis** de remettre en cause le mode de pensée dominant et de faire surgir aux yeux des autres les alternatives existantes à ce système de société (voire d'en créer !). Le monde a besoin d'énergie positive, de création, d'émulation afin de voir qu'un autre monde est possible ! Il suffit parfois simplement de se rendre compte de ce qu'on a sous les yeux depuis longtemps pour créer un déclic !

**Aux politiques, je voudrais demander...** Il est très difficile pour moi de demander quelque chose aux politiques car je ne pense pas que le changement se fera par magie et les politiciens eux-mêmes n'ont pas forcément intérêt à changer un système qui les fait vivre... Ils doivent peut-être prendre conscience des conséquences de leurs actes et enfin voir leur responsabilité dans la société.

**Aux lecteurs et au grand public,** j'ai envie de demander de ne pas être dupe, de réfléchir au monde qui les entoure, de faire les liens entre leur activité quotidienne et certains phénomènes sociaux qui peuvent se passer ici ou ailleurs.

**Face aux politiques et aux lecteurs,** j'ai envie de remettre en cause la pauvreté : « Qui est le plus pauvre ? Celui qui doit travailler pour un salaire et qui ensuite doit payer pour tout ? Ou celui qui a la liberté de vivre chez lui et de cultiver ce qu'il va manger ? » [Phrase de Patricia Gualinga, manifestante contre l'exploitation pétrolière en Equateur]

## 5. UNE RETRAITE MILITANTE

Quand on arrive en fin de carrière, il est rare qu'on ait envie de s'asseoir dans un fauteuil à regarder la télé. Les compétences et l'expérience de vie acquises au long des années de travail peuvent être mises au service de la société, et notamment de la lutte contre la pauvreté.

40 pour cent des retraités s'engagent comme volontaires. Cela peut être dans une école, un club de sport, une association. Ils participent ainsi à la vie de la société et montrent qu'on peut être utile et créer de la richesse (sociale, humaine, relationnelle) même sans contrat de travail rémunéré.

### **Jean-Paul Davreux** **Un retraité encore et ... toujours solidaire**

*Qu'est-ce qui m'a amené à lutter contre la pauvreté encore à 65 ans, âge vénérable où l'on s'installe dans le bien-être à découvrir le monde, avec une pension assurée, en compagnie d'une femme aimante, 3 garçons adultes bardés de leur diplôme universitaire et 8 petits-enfants adorables en bonne santé ?*

*Rien de surprenant ni d'héroïque, franchement : ce choix s'est fait dans la continuité depuis ma naissance : né en 1941 d'une maman flamande et d'un père wallon/bruxellois (voilà déjà un signe de solidarité, non ?), mes parents ont eux-mêmes traversé des moments difficiles : à la fin de la guerre 1940-1945, maman allait bientôt perdre ses deux frères des suites de tuberculose. Elle a dû très vite faire montre de son dévouement filial auprès de sa maman (ma grand-mère donc) et de ses 2 belles-familles ! Papa, fils d'une famille nombreuse avec 10 frères et sœurs, a eu la chance de naître de parents travailleurs (Bon-Papa était tailleur-couturier à Bruxelles).*

*Dans ces familles dont je suis issu, la solidarité n'était pas un vain mot : mes parents furent volontaires à St.-Vincent-de-Paul, aux Equipes Populaires, à Vie Féminine, aux Fraternités de Charles de Foucauld et Jean XXIII, équipe*



liturgique et autres mouvements d'Eglise... J'ai donc très vite baigné dans les services aux autres : je me rappelle, enfant, avoir accompagné à plusieurs reprises ma grand-mère et mon papa dans des familles défavorisées soutenues par la Société de St.-Vincent-de-Paul (financement de sacs de charbons et de colis de nourriture).

Après mes études universitaires à Leuven et mon service militaire comme officier de réserve secouriste à Gand et Tournai (hôpital militaire), me voilà rentré dans la vie mais toujours sans discontinuité en ce qui concerne mon volontariat. Ma première année professionnelle s'est couplée à un mariage et un volontariat dans le jeune mouvement créé par l'abbé Vanderbiest « Pour une Eglise Servante et Pauvre », dans les Marolles à Bruxelles. J'avais choisi de mêler intimement les 3 pôles fondamentaux de toute vie humaine: vie familiale, vie sociale et vie professionnelle.

A l'époque (fin des années 1960), la recherche d'emploi était relativement facile pour de jeunes universitaires : ayant répondu à quelques offres d'emploi et poussé dans le dos par un ami d'études, me voilà lancé comme chimiste dans l'industrie de la bière et ... des « soft drinks » à Leuven (pas de publicité!).

Une petite digression pour rappeler que dans les années d'après-guerre, la majorité du tissu économique industriel en Belgique était encore dominé par des entreprises familiales, avec un côté paternaliste tempéré de respect humain : le profit, oui, mais « modéré » par les organismes de concertation sociale soutenus par les piliers politiques belges (syndicats et autres mouvements divers ...).

A priori, lors de ma recherche de travail professionnel, je ne pensais pas m'insérer dans le circuit des entreprises industrielles : ma philosophie de vie était loin de celle de la société capitaliste que je questionnais tant et plus (je faisais partie d'un mouvement « Pour un gagne-pain plus pur » avec un disciple de Lanzo Del Vasto, « communauté de L'Arche ».). C'est de cette époque que date mon choix de vie professionnelle : pas de carriérisme pour grimper dans la hiérarchie, mais bien faire ce que l'on fait et en harmonie avec soi-même.

Très vite, après un bref passage à l'ADIC (Association chrétienne de dirigeants et cadres), je m'en suis éloigné (quel élitisme !) et me suis définitivement inscrit à la GNC, section groupement national des cadres de la CSC. C'était assez inusuel à l'époque, mais représentait un choix important pour moi : solidarité avec les travailleurs. En cela, j'avais été favorablement influencé par mon père qui m'avait amené à plusieurs reprises dans l'usine où il travaillait : son attitude respectueuse et « amicale » avec les ouvriers ainsi que la réputation qu'il s'était faite auprès d'eux m'avaient fort marqué. Par après, ayant changé plusieurs fois d'employeurs dans de petites et plus grandes entreprises, j'ai toujours tenté de privilégier, dans mes fonctions de gestion, la relation humaine avec mes collaborateurs. Bien sûr, à chaque fois, je me heurtais à la même vision de rentabilité de plus en plus accentuée.

Toujours affilié à la CSC, à deux reprises et avec d'autres, nous avons été à l'initiative de la création d'une association interne d'employés et cadres. Dans mon dernier emploi dans une entreprise pétrolière de renom en Belgique, nous avons pu instaurer un climat de négociation mutuellement respectueux avec le Président. Par après, en fin de carrière (fin du 20e siècle !), cette société a été reprise par le leader de l'industrie pétrolière et chimique française : le nombre de travailleurs est passé de 15 000 à 150 000 personnes (inutile de dire que les discussions avec les patrons n'ont pas pu être poursuivies !).

Au niveau social, avec d'autres, nous avons créé dans le village une équipe « Tiers-Monde » et défini, avec le soutien d'Entraide et Fraternité, un partenariat avec le Comité Anti-Bwaki en RD du



Congo. Au cours de cette période (du début des années 1980 jusqu'à aujourd'hui), nous avons créé, à l'initiative d'un groupement d'associations locales (dont l'EFT<sup>45</sup> Autre Terre), une Commission Communale de la Solidarité (la CSO) avec le soutien du CNCN-11.11.11. Sa mission était et est toujours double : sensibiliser l'entité locale (+/-25 000 habitants) aux questions de solidarité Nord-Sud et soutenir un partenariat avec une commune du Burkina Faso, subsidié par l'Union des Villes et des Communes Wallonnes (UVCW).

De ce parcours et en conclusion, je retiens une leçon qui me paraît fondamentale dans les relations entre « dominants et dominés », « riches et pauvres » : **on ne peut pas être solidaire tout seul. Il faut se mettre ensemble** pour à la fois être à même de négocier **ensemble** une position commune et être un partenaire crédible lors des négociations avec les interlocuteurs (politiques ou autres). Si je souhaite encore aujourd'hui continuer à vivre la solidarité, c'est non seulement parce que je suis né dans cette soupe-là, mais c'est surtout parce que je ne pourrais pas vivre autrement : pas une conversion, mais une confirmation ! Pas un vieux rêve, mais une réalité d'aujourd'hui et, j'espère, de demain si Dieu le veut, bien sûr : « Contre la pauvreté, je choisis encore aujourd'hui la solidarité »

#### Contre la pauvreté, je choisis...

- de me joindre à d'autres pour faire en sorte qu'un autre monde soit possible ;
- de tendre les bras plutôt que rester les bras croisés ;
- d'apporter amour et tendresse, d'offrir sourire et joie ;
- de donner un bon coup de pied dans tout ce qui empêche la respiration joyeuse des plus défavorisés, pour qu'eux aussi puissent profiter des bienfaits de cette terre.

**Aux politiques, j'ai envie de dire** : Que dans chaque point de votre programme, il y ait toujours une ou des actions spécifiques et mesurables directement dirigées vers les plus défavorisés : pour plus de justice so-

ciale, de lutte contre les inégalités, d'accessibilité aux services sociaux dans les nombreux domaines de la vie individuelle et collective (santé, logement, mobilité, éducation, loisirs et culture, emploi, alimentation, etc.)

**Aux citoyen-ne-s qui partagent la vie sociale dans nos cités, régions, pays** : Merci de prendre conscience des difficultés et enjeux que représentent pour les personnes défavorisées la vie en société aujourd'hui. La prise de conscience et l'ouverture à l'autre sont les premières démarches pour qu'ensemble et collectivement nous soyons capables de faire advenir un monde meilleur pour toutes et tous. Petits gestes de tous les jours aussi bien qu'actions de fond à plus long terme sont indispensables pour garantir un avenir harmonieux à chacune et chacun.

## 6. ILS VIVAIENT DANS LA PAUVRETÉ, AUJOURD'HUI ILS LUTTENT CONTRE ELLE, AVEC D'AUTRES

Qui, mieux que ceux qui l'ont vécue, sait ce qu'on ressent et ce dont on a besoin quand on vit dans la pauvreté ? Les mesures politiques prises en haut lieu ne répondent pas toujours aux besoins réels des personnes qu'elles sont censées aider. Parfois, elles leur compliquent même singulièrement la vie.

Une des difficultés à surmonter est le fossé culturel entre les personnes et les services publics qui sont là pour les aider : comprendre et remplir des documents administratifs complexes, rédigés dans un langage jargonnant. Cela peut constituer un obstacle pour accéder à des droits, comme des allocations ou des tarifs préférentiels.

Des services publics fédéraux ont donc formé et engagé des *experts du vécu*, aussi appelés



témoins du vécu ou médiateurs de terrain. Leur travail ? Assister les administrations dans la simplification des procédures et des documents destinés aux personnes les plus vulnérables, et guider ces dernières pour les informer et les aider à accéder à leurs droits. Véronique Desterck travaille ainsi aujourd'hui au bureau de Charleroi de l'Office national des pensions.

### Véronique Desterck

Mes parents dépendaient du CPAS et j'ai le souvenir de mon père faisant du porte-à-porte car ce que nous donnait le CPAS ne suffisait pas pour nourrir la famille. L'école ? J'y suis allée, mais de façon irrégulière. A 13 ans, j'étais garde dans une décharge.

En 2004, je n'allais pas bien du tout, j'étais déprimée. J'habitais dans un studio, à Gosselies, et je me battais pour récupérer la garde de mon enfant. Une amie m'a convaincue de venir à La Rochelle, où j'ai commencé à travailler bénévolement. En même temps, un assistant social m'a aidée à régler mes problèmes avec le Service d'aide à la jeunesse et le Juge. Mais j'étais méfiante : il m'a fallu six mois pour avoir confiance en lui.

Grâce à La Rochelle, je me suis inscrite au CE-FOC<sup>46</sup>. Ça a été très important pour moi. Au début, je n'osais pas intervenir dans un groupe si je n'avais pas quelqu'un de connu avec moi. Là, j'ai appris à prendre la parole, à animer. Au point que j'ai aussi dû apprendre à me contrôler, à ne pas interrompre les autres lors des débats. Parce que j'ai beaucoup de choses à dire et parfois, 'ça déborde' ! Ensuite, je suis allée au CESA<sup>47</sup>. J'ai réussi l'examen d'entrée après avoir suivi une médiation en français en vue de suivre une formation d'éducatrice. Mais un jour, à La Rochelle, Claudio Marini, le coordinateur, m'a parlé d'une offre d'emploi au Service public fédéral Programmation et intégration sociale. Au départ, je n'y croyais pas trop, mais je me suis inscrite quand même. Et j'ai été retenue.

Je travaillais tout en suivant une formation à Bruxelles. J'ai été détachée au service des pensions à Charleroi. Mon travail consiste d'abord

à recevoir les personnes qui se présentent au bureau régional de l'Office national des pensions, à les accompagner sur le terrain dans leurs démarches, quand cela est nécessaire. Faire avec eux, et pas à leur place, j'insiste. J'aide aussi à la recherche des personnes qui ont droit à une pension mais dont on a perdu la trace, et qui sont peut-être devenues sans-abri.

Après quelques semaines, j'ai proposé une première initiative : passer un demi-jour, deux fois par mois, dans les maisons de quartier, pour rechercher les personnes qui ont des problèmes avec leur pension, pour les orienter et les informer de leurs droits. Ca a été accepté.

Mon métier, c'est de traduire le jargon administratif en langage compréhensible par tout le monde et aussi être un appui dans la lutte pour la justice.

**Contre la pauvreté**, je choisis de communiquer les informations car tout se fait à partir de la communication. Sans communication, l'information ne passe pas. Sans l'information, les usagers ne connaissent pas leurs droits et encore moins ce que le C.P.A.S doit leur octroyer. Sans la solidarité, il n'y aurait pas d'entraide car la solidarité permet de tisser des liens sociaux. L'entraide dépend de la solidarité. Aider les gens, c'est aussi les diriger vers l'administration adéquate et aussi parer aux besoins d'urgence comme des colis alimentaires.

**Au politiques, j'ai envie de dire/de demander** : Individualiser les revenus permettrait aux gens de vivre mieux.

**Aux lecteurs, au grand public j'ai envie de demander** : de ne pas baisser les bras.

46 Centre de formation Cardijn, centre d'éducation permanente.

47 Centre d'enseignement supérieur pour adultes

## 7. DANS LEUR MÉTIER

Ils sont enseignants, éducateurs, infirmiers/ères, médecin... Sensibles aux questions de justice sociale, ils ont décidé d'utiliser leurs compétences professionnelles au service de la lutte contre la pauvreté.

### Céline Vanschepdaele

*« Quand j'ai commencé mes études de médecine, je n'avais pas d'idée très précise de ce que je voulais faire. Au fur et à mesure de mes stages, je me rendais compte que j'aimais un peu tout. Très vite, à l'université, j'ai été attirée par tout ce qui était social. Je me suis investie dans des groupes d'action pour Amnesty International, pour l'UNICEF... Au fur et à mesure de mes stages, quand on a pu choisir, je suis partie à l'étranger, en Afrique... En Belgique, je suis allée travailler dans des maisons médicales et dans des associations à visée sociale. Petit à petit, j'ai donc trouvé ma voie... j'ai attrapé le virus et il ne m'a pas encore quittée.*

*Je travaille à Constats, une jeune association créée en 2009. L'objectif de Constats, c'est d'établir des rapports médicaux pour des personnes présumées avoir été victimes de tortures dans leur pays d'origine, dans le but de les soutenir dans leur demande d'asile, de protection en Belgique. Je travaille aussi à Fedasil, en tant que médecin du centre d'accueil de Rixensart, qui est spécialisé dans l'accueil des mineurs vulnérables, en particulier des jeunes filles enceintes ou avec enfants et de mineurs issus par exemple de la traite des êtres humains. Je rencontre des gens de partout, qui ont un vécu traumatisant, et qui malgré ça gardent une volonté de se battre, de se défendre, de vivre, de reconstruire un projet, c'est assez impressionnant. Je travaille aussi en maison médicale, à Saint-Gilles, à Bruxelles.*

*Ce qui me motive, c'est de rencontrer des gens qui ont des parcours de vie exceptionnels. Le fait de les rencontrer, de prendre le temps de les écouter, ça leur apporte beaucoup. C'est merveilleux d'avoir des patients qui, après avoir parlé pendant cinq ou dix minutes, viennent*

*vous dire « ah, je me sens beaucoup mieux, quand je quitte votre consultation, ça embellit ma journée »... Ça donne vraiment envie de continuer. Je n'imagine pas de me réorienter vers une carrière classique, avec un cabinet privé. »*



### Contre la pauvreté, je choisis de

Ne pas détourner la tête, mais plutôt accorder un sourire et un mot gentil, car derrière la pauvreté se retrouvent des hommes et des femmes avec un parcours de vie riche, des joies, des colères, de l'espoir, du courage, qui poussent à l'admiration.

Rejoindre d'autres personnes qui pensent également que la précarité n'est pas une fatalité, car en groupe on est plus puissant.

**Aux politiques, j'ai envie de dire :** qu'il est important d'effectuer un travail de fond et de mettre l'accent sur la prévention, afin non plus d'avoir à lutter contre la pauvreté présente et grandissante, mais d'empêcher qu'elle n'apparaisse. Des priorités d'action allant en ce sens doivent être établies, permettant de mettre en avant les ressources des individus plutôt que leur situation précaire et leur dépendance.

**Aux lecteurs, au grand public, j'ai envie de dire, de demander :** La tâche paraît impossible tant elle est immense, mais le petit pas que chacun peut faire pour aller vers l'autre et lui tendre la main, pousser la porte d'une association voisine, dénoncer une situation met un peu de baume dans le cœur d'une, deux, dix, cent, mille... personnes. N'est-ce pas cela l'humanité ?



## 8. CITOYENS ENGAGÉS POUR LE CHANGEMENT POLITIQUE

Agir au niveau politique est à la fois passionnant et ardu : passionnant parce que, lorsqu'on obtient des avancées, elles ont des répercussions à une échelle qui peut aller jusqu'à l'international. Mais c'est aussi ardu, parce qu'on a envie de changer le monde alors qu'il faut le plus souvent se contenter de petites avancées législatives, au bout de mois, voire d'années de travail de recherche, de mobilisation, de négociations.

### Daniel Puissant

« Je suis licencié en sciences commerciales (HEC Liège) et je suis fonctionnaire au SPF Finances. J'habite à Liège et je travaille à la Direction des Contributions de Liège depuis 1984. Mon engagement militant date de 1978, quand j'ai été objecteur de conscience et que j'ai fait mon service civil à Oxfam durant deux ans.

Ensuite, j'ai été responsable des Magasins du Monde-Oxfam de Liège de 1980 à 1984. De 1987 à 1995, j'ai été animateur bénévole à Frères des hommes et j'ai coordonné la commission communale Solidarité Liège Tiers-Monde. Au sein du syndicat autonome du personnel des Finances (l'Union Nationale des Services Publics - secteur Finances UNSP) où je suis délégué, j'ai porté les questions de lutte contre la fraude et pour la justice fiscale. C'est donc tout naturellement que j'ai rejoint ATTAC, dont je suis devenu vice-président de la locale de Liège. J'ai été actif dans le Réseau Action Contre la Spéculation Financière quelques années après sa création, en tant que représentant d'ATTAC et de l'UNSP.

Lorsque le réseau se cherche un coordinateur, c'est d'abord un collègue de l'UNSP - Francis Sacré - qui est choisi. Suite à des problèmes de santé de longue durée, F. Sacré ne peut plus assurer la fonction et les membres du Réseau me de-

mandent en 2005 de prendre la relève. J'accepte d'assurer la charge du secrétariat et aujourd'hui, j'exerce toujours ce mandat.

Ce que j'aime, dans cet engagement, c'est le fait de me battre pour des idées dans lesquelles je crois et de rencontrer d'autres personnes qui partagent des convictions proches; de rapprocher des gens et d'installer des synergies.

Je suis aussi engagé, au niveau local, à ATTAC Liège, et je suis délégué syndical à l'UNSP-Finances.

J'essaie d'éviter de m'investir dans des associations où des personnes cherchent le pouvoir (ou essaient de s'y accrocher !) et où il faut gérer des conflits d'ego.

Mettre mes compétences au service d'un engagement pour une société plus solidaire, cela m'épanouit, cela évite la routine et cela permet de rencontrer des chouettes gens ! »

### Contre la pauvreté, je choisis

- de chercher à comprendre ;
- de refuser l'indifférence ;
- de faire un don à une association ;
- de payer mes impôts et de lutter pour une fiscalité plus juste.

**Aux politiques, j'ai envie de dire:** Pour faire de la lutte contre la pauvreté une vraie priorité, on demande des actes (une autre politique est possible et urgente!).

**Aux lecteurs, au grand public, j'ai envie de demander** d'ouvrir les yeux sans préjugés sur les réalités, de s'informer autrement qu'en lisant les médias dominants, de fréquenter les associations non caritatives qui luttent au quotidien contre la pauvreté et non pas contre les pauvres, et avant tout de s'ouvrir avec bienveillance à ces réalités qui peuvent déranger, mais qui peuvent aussi pousser à l'action.



Ce qui frappe à la lecture de ces témoignages, au-delà des différences d'âges, de milieux sociaux, d'histoires familiales et de parcours professionnels, c'est que, **pour toutes ces personnes, la solidarité est une dimension essentielle de leur personnalité**, elle est comme l'air qu'elles respirent, elle fait partie de leur vie... et elle est source d'épanouissement. Pas d'aigreur, pas de résignation chez ces personnes qui donnent du temps, de l'énergie, dans leur métier ou dans leurs loisirs, pour *faire leur part* dans la construction d'une société moins inégalitaire, moins indifférente, plus humaine.

Nous l'avons vu, la solidarité n'est pas facultative. Sans elle, notre société s'autodétruit. Dans cette perspective, la progression de la NVA en Flandre (1 électeur sur 3) et du Front National en France (25% des votants) aux élections de mai 2014 est un signal qu'il ne faut pas négliger – même si la NVA n'est pas assimilable au FN français. D'où l'importance de tenir et diffuser un autre discours, qui montre que l'individualisme et l'exclusion de boucs émissaires ne résolvent rien, bien au contraire.

**Cette indispensable solidarité s'exprime de différentes façons** : individuellement, dans différentes associations, mouvements, réseaux. A la base, il y a la relation interpersonnelle, le regard posé sur l'autre qui libère et encourage ou, au contraire, méprise et enferme. Pour la personne pauvre, le levier pour se remettre debout et redé-

marrer dans son existence, c'est d'abord de retrouver une image de soi positive ; c'est de faire en sorte que, peu à peu, les sentiments de honte et d'inutilité laissent la place à l'estime de soi et à la fierté. Ce regard qui relève, c'est souvent au sein d'une association de terrain, maison de quartier, groupe d'alpha, maison d'accueil... qu'on le trouve. Des associations où des volontaires complètent et amplifient le travail des professionnels.

Nous l'avons souligné, **l'action de terrain est donc indispensable**. Sans les associations, dans quel état serait notre société ? L'aggravation des inégalités sociales et la fragilité psychologique engendrée par le sentiment d'impuissance, par l'isolement social et les ruptures familiales rendent parfois insuffisantes les solidarités longues, institutionnelles, telles que l'assurance chômage ou l'aide sociale du CPAS. Si ces associations peuvent changer et même sauver des vies, elles n'agissent néanmoins que sur les conséquences de la pauvreté. Cette dernière ne sera efficacement et durablement combattue que par le renforcement des solidarités au niveau politique. Le mot *solidarités* évoque ici autant la sécurité sociale que la fiscalité, outil irremplaçable de redistribution des richesses qui, rappelons-le, continuent de s'amonceler entre les mains de quelques-uns.

En ce sens, **l'action des réseaux d'associations** tels que les Réseaux de lutte contre la pauvreté ou le Réseau pour la justice fiscale **est indis-**



**pensable pour faire entendre d'autres voix** que celles des maîtres économiques du monde et promouvoir d'autres lois que celle du plus fort.

Par ailleurs, **l'engagement politique doit aussi être remis à l'ordre du jour** : par le vote, par l'expression citoyenne – pétitions, courriers, manifestations non violentes. Signer un chèque en blanc à nos élus au moment des élections, cela ne suffit pas. S'informer, sensibiliser son entourage, interpellé, revendiquer... c'est aussi de la solidarité.

Face au capitalisme qui vampirise la société, qui parvient à faire passer pour normales la pauvreté et les inégalités croissantes, à faire passer pour naturels l'individualisme et la concurrence, **choisir la solidarité, choisir le vivre-ensemble, c'est un acte de résistance** qu'on a envie de mettre avec un grand R. L'engagement de Stéphane Hessel, grand nom de la Résistance durant la seconde Guerre mondiale, notamment dans son livret « Indignez-vous ! », nous autorise à établir ce parallèle. Aujourd'hui, l'ennemi n'est plus un pays voisin, bien identifiable, mais un système aux multiples ramifications qui s'enracinent jusque dans notre inconscient. **Nous sommes en fait parties-prenantes de ce que nous avons à combattre** : il faut donc, comme le dit Martin Wuidard dans son témoignage, se demander sans cesse : « *Que puis-je faire ici et maintenant (et à tout moment) pour me détacher du système capitaliste et pour le changer ?* »

Choisir la solidarité, c'est donc s'efforcer, avec les moyens, les compétences et la disponibilité qui sont les nôtres, de se changer soi-même, mais sans perdre de vue l'impérieuse nécessité d'agir aussi au niveau collectif - associatif par exemple - et politique.

Ou d'agir au niveau collectif et politique, mais sans perdre de vue l'impérieuse nécessité de se changer soi-même.

La hauteur du défi ne doit pas nous effrayer ni nous paralyser. Tout d'abord, faire quelque chose, même petit, est mieux que ne rien faire et se résigner. Ensuite, nous ne sommes pas seuls : la résistance s'organise de mieux en mieux, qu'il s'agisse de contester des décisions politiques, de défendre des acquis sociaux ou d'expérimenter et de créer d'autres façons de vivre, nous assistons quotidiennement à « un million de révolutions tranquilles »<sup>48</sup>. Répar'café, réseaux d'échanges non-monétaires ou monnaies locales, entreprises d'économie sociale et solidaire, ressourceries, jardins partagés, Incroyables comestibles, initiatives de transition... Leur multiplication et leur fédération progressive est source d'espoir.

Enfin, on l'a vu, l'engagement altruiste, ça fait du bien à celui qui s'engage autant qu'à celui qui en bénéficie !

Alors, pour paraphraser Trenet, « qu'est-ce qu'on attend pour s'engager ? »

48 Voir «Un million de révolutions tranquilles», livre de Bénédicte Manier, Les liens qui libèrent, 2012



## ACTIONS

Et maintenant, qu'est-ce que je fais ? Il y a mille façon de travailler à une société plus juste. Nous vous proposons quelques idées ; à vous de compléter cette liste...

- J'ouvre un compte à la banque Triodos et j'y transfère mon épargne. [www.triodos.be](http://www.triodos.be)
- J'achète des parts de coopérateurs de la future banque NEW B (20€). [www.jeprendspart.be](http://www.jeprendspart.be).
- J'achète une ou des parts à la coopérative CREDAL ([www.credal.be](http://www.credal.be))
- Je fais mes achats en monnaie locale s'il en existe une dans ma région.
- J'adhère au mouvement COLIBRIS, fondé par Pierre Rabhi.  
<http://www.colibris-lemouvement.org/>
- J'adhère à un Groupe d'achats communs, un GASAP (soutien à l'agriculture paysanne), je m'abonne à des paniers bio, je fais mes courses chez un maraîcher bio (marché, comptoir fermier...).  
<http://www.groupesalimentaires.be/>
- Je commence un potager dans le fond de mon jardin ou sur un terrain communautaire avec quelques voisins.
- Je donne quelques heures par semaine ou par mois comme volontaire dans une association proche de chez moi.
- Quand l'occasion se présente, je me mets à l'écoute de personnes qui vivent des situations difficiles, en veillant à essayer de comprendre et à ne pas juger.
- Je m'informe sur les sujets importants de notre société à des sources diversifiées (et pas seulement grâce au journal télévisé).
- Je sensibilise mon entourage aux causes de la pauvreté (en m'informant grâce aux publications sur les préjugés et les clichés, comme « Clichés de famille », de Philippe Lamberts).
- Je signe des pétitions et participe aux enquêtes publiques.
- Je me joins aux manifestations qui revendiquent le respect des droits humains, plus de justice sociale et plus de place pour l'économie locale.
- Je relaie sur les réseaux sociaux des informations et des actions en lien avec la justice sociale ou l'environnement.
- J'interroge mon supermarché préféré sur l'origine et les conditions de production de ses produits.
- J'évite d'acheter les produits de grandes multinationales qui ne respectent ni la dignité des gens, ni l'environnement.
- J'appose un autocollant « Publicité non merci » sur ma boîte-aux-lettres.
- J'apporte les vêtements que je ne mets plus ou ceux de mes enfants qui ont grandi dans une ressourcerie, une association qui tient un magasin de seconde main, chez Oxfam ou dans un conteneur Terre.
- Avant d'acheter quelque chose de neuf, j'essaie de me procurer des objets ou vêtements de seconde main en faisant un tour au magasin de seconde main, en regardant sur internet ou en demandant à mes proches.
- J'évite la mise en décharge trop rapide d'objets, appareils, meubles en allant dans un Repair'Café ou encore, en les donnant au sein d'un groupe local de type « freecycle », réduisant ainsi le gaspillage.





- J'adresse un regard et un sourire au mendiant dans la rue, que je lui donne ou non de l'argent.
- J'intègre le comité de quartier et organise des événements favorisant la rencontre.
- Je fais un don (de préférence un ordre permanent) à une association de lutte contre la pauvreté, de protection de l'environnement, de solidarité internationale...
- Je rejoins une initiative de transition dans mon village, mon quartier, ma ville. S'il n'y en pas, je peux en lancer une.

## FILMS

Seul, en famille, en classe, en groupe : regarder un film « engagé » fait réfléchir, suscite le débat, donne des idées...

- **Un monde meilleur** (Pay it forward) (Un enfant invente et met en œuvre un système pour changer le monde.)
- **Hiver 54** (L'histoire de l'Abbé Pierre et de son action à partir de l'hiver 54)
- **The visitor** (A son retour du travail, un professeur d'université découvre chez lui un clan-destin)
- **No et moi** : L'amitié entre une adolescent surdouée et une jeune femme sans-abri.
- **La tête en friche** : Une vieille dame se lie d'amitié avec un homme analphabète et décide de lui apprendre à lire.
- **Stanley et Iris** (une histoire d'amour et d'alphabetisation)

- **La marche** (La marche pacifique contre le racisme en 1983)
- **Le prix du pain** (documentaire sur la pauvreté en Belgique)

## SITES INTERNET

Une initiative citée dans ces pages vous intéresse ? Vous voudriez en savoir plus ? Voici quelques adresses de sites qui faciliteront votre recherche.

### Alimentation en circuits courts et potagers :

[www.gasap.be](http://www.gasap.be)

[www.saveurspaysannes.be](http://www.saveurspaysannes.be)

(> Acteurs > Consom'acteurs)

<http://www.potagersurbains.be> (lien raccourci vers la bonne page : <http://miniurl.be/r-ckq>)

[www.lespaniersverts.be](http://www.lespaniersverts.be)

### Mouvements sociaux, groupes et réseaux d'associations :

[www.acteursdestempsprésents.be](http://www.acteursdestempsprésents.be)

[www.luttes-paysannes.be](http://www.luttes-paysannes.be)

[www.lesgrossesfortunes.be](http://www.lesgrossesfortunes.be) : site du Réseau pour la Justice Fiscale

[www.rwlp.be](http://www.rwlp.be) : site du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté

[www.alteractifs.be](http://www.alteractifs.be) : le groupe des jeunes liées à Vivre Ensemble et Entraide & Fraternité.

[www.reseautransition.be](http://www.reseautransition.be) : le site des initiatives de Transition en Wallonie et à Bruxelles.

## Des groupements fondés sur le partage et l'usage collectif des biens et services :

<http://www.lamachineduvoisin.fr/fr/>

[www.incroyables-comestibles.be](http://www.incroyables-comestibles.be)

<http://www.asblrcr.be/-Donnerie->

## LIVRES

Par la fiction, la réflexion, le témoignage, la recherche, ces livres vont doper votre motivation !

- Florence Aubenas, **Le Quai de Ouistreham**, Editions de l'Olivier, 2010
- Matthieu Ricard, **Plaidoyer pour l'altruisme**, NiL Editions, 2013
- Richard Wilkinson et Kate Pickett, **Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous**, Ed. Inst. Veblen, Etopia et Les Petits Matins, 2013.
- Bernard Ollivier, **La vie commence à 60 ans**, Phébus, 2008.
- ATD Quart monde, **En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté**, Editions Quart Monde, 2013
- Philippe Lamberts, **Clichés de famille**.
- Jean-Guilhem Xerri, **A la rencontre des personnes de la rue**, Nouvelle Cité, 2007
- Elena Lasida, **Le goût de l'autre**, Albin Michel, 2011
- Stéphane Hessel, Edgar Morin, **Le chemin de l'espérance**, Fayard, 2011
- Emmanuel Faber, **Chemins de Traverse – Vivre l'économie autrement**, Albin Michel, 2011
- **Vivre ses alternatives**, Dossier n°105 des Nouvelles Feuilles Familiales
- **Un million de révolutions tranquilles**, Bénédicte Manier, Les liens qui libèrent, 2012.
- Stéphane Hessel, **Indignez-vous !**
- John-Paul Flintoff, **Comment changer enfin le monde**, The school of life, 2012.

## CHANSONS

En classe ou dans la voiture, écouter ou faire écouter une chanson est un bon moyen de sensibiliser sans ennuyer...

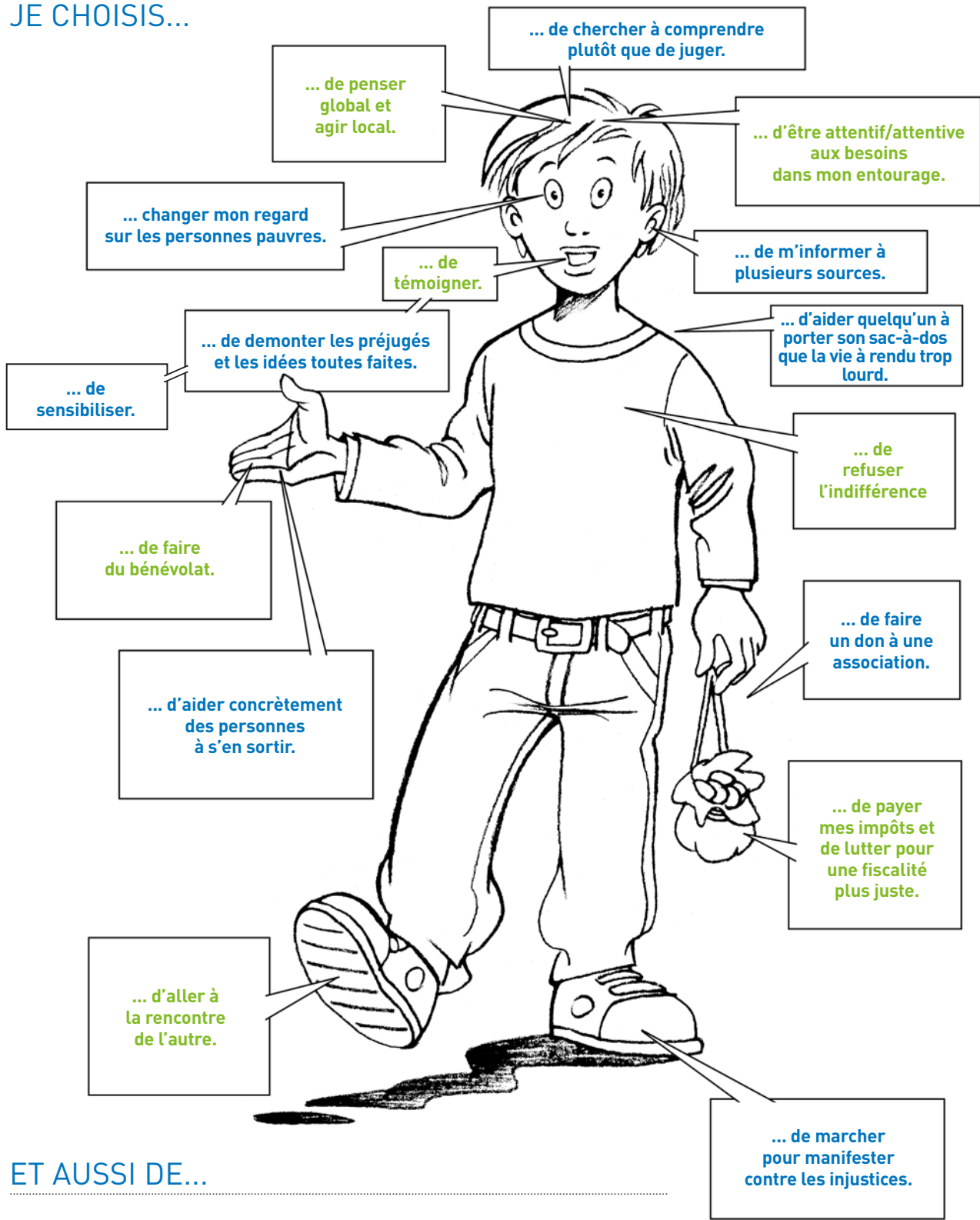
- Louis Chédid et M : **Tu peux compter sur moi**
- Louis Chédid : **SOS**
- Bénabar : **Politiquement correct**
- Les enfoirés : **chansons des restos du cœur** (2)
- Brassens : **L'Auvergnat**
- Ensemble : **Sa raison d'être**
- Claude Nougaro : **Bidonville**
- Daniel Balavoine : **Tous les cris, les SOS**
- Jean-Jacques Goldman : **Famille**
- Jean-Jacques Goldman : **Nos mains**
- Anne Sylvestre : **Pas difficile**
- Francis Cabrel : **Les cardinaux en costumes**
- Pierre Rapsat : **Chacun pour soi**
- Pierre Rapsat : **Ensemble**

## RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

Avec des élèves ou un groupe, un jeu ou une activité permet de vivre les choses « de l'intérieur » tout en s'amusant. Souvent plus efficace que de longs discours.

- [www.universitedepaix.org](http://www.universitedepaix.org) : des jeux et outils pédagogiques pour apprendre à vivre ensemble, à coopérer.
- **Un pas en avant** : un jeu de rôles pour prendre conscience des « atouts » et des « cailloux » des jeunes, des chances différentes des uns et des autres au moment d'entrer dans la vie adulte. <http://www.vivre-ensemble.be/?Jeu-Un-pas-en-avant>
- **CD Rom** : La pauvreté, scandaleusement banale ? Une mine d'informations pour comprendre la pauvreté ; des articles, des vidéos... Gratuit. A commander au 80 66 227 02.
- **Photolangage** : des photos grand format qui aident chacun-e à s'exprimer à partir d'une question. En location au 02 227 66 80.

# CONTRE LA PAUVRETÉ, JE CHOISIS...



## ET AUSSI DE...

.....

.....

.....

A télécharger sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be), également sans le texte. Existe aussi en poster pour vos animations en groupe.



## CONTRE LA PAUVRETÉ, VIVRE ENSEMBLE CHOISIT LA SOLIDARITÉ

**Action Vivre Ensemble, créée en 1971**, soutient financièrement une centaine de projets d'associations, chaque année, un peu partout à Bruxelles, en Wallonie et en Communauté germanophone. Ce sont des projets d'alphabétisation, de formation par le travail, d'accompagnement social, des écoles de devoirs, des maisons d'accueil ou de quartier, etc. Ces initiatives développent le lien social, la participation, la citoyenneté...

*Action Vivre Ensemble est habilitée à octroyer une attestation fiscale pour tout don de 40,00 € annuels versés sur le compte [BE34 0682 0000 0990](#).*

**Vivre Ensemble Education, créée en 1999**, travaille trois thématiques :

### « Pauvreté, violation des droits humains et réactions citoyennes »

- Dénonciation du regard stigmatisant porté par la société vis-à-vis des personnes en situation de pauvreté.
- Lutte contre les inégalités sociales et l'insécurité d'existence.
- Réhabilitation des services collectifs et du Bien Commun.

### « Le rôle de l'acteur associatif dans la lutte contre la pauvreté »

- Mise en relation des associations pour réfléchir leur rôle dans la société, pour croiser leurs pratiques et leurs points de vue, pour susciter des collaborations.

### « La Transition vers un autre modèle de société »

- Analyse critique de notre société de consommation capitaliste et encouragement des initiatives qui allient combat pour la transition écologique et justice sociale
- *Vivre Ensemble Education est reconnue comme association d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.*

#### **Action Vivre Ensemble et Vivre Ensemble Education :**

- sensibilisent les chrétiens et, plus largement, le grand public, aux causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;
- proposent des mesures politiques pour plus de justice sociale, en travaillant au sein de réseaux comme le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté ou le Réseau justice fiscale ;
- s'efforcent de jeter des ponts et de créer des liens entre des personnes de différents milieux qui ne se rencontrent pas habituellement ;
- encouragent les actions collectives qui visent un changement à long terme.





**« Contre la pauvreté, je choisis la solidarité » :**

c'est autour de cette phrase chère à Vivre Ensemble que s'articule ce dossier. Parce que la solidarité n'est plus une évidence, parce qu'il faut la choisir et la re-choisir, parce qu'il faut rendre à ce mot toute sa force politique, parce que nous sommes tous invités à nous engager pour qu'elle soit plus forte que l'individualisme et le pessimisme...

Dans ces pages, des hommes et des femmes qui ont choisi de s'engager contre la pauvreté et pour la justice sociale racontent leur parcours, les raisons de leur engagement, l'équilibre que ça leur apporte.

Un dossier qui donne envie de  
s'engager à son tour !

Ce dossier est imprimé sur papier recyclé

PRIX DE VENTE : 3€



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



VIVRE ENSEMBLE  
EDUCATION